

Horizons et débats

AZA

9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le nouveau rideau de fer

La crise ukrainienne, test crucial pour l'Europe – qui se révèle une déception

par Patrick Lawrence



(photo mad)

Patrick Lawrence, longtemps correspondant à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «Time No Longer: Americans after the American century». (Le temps passé: l'Amérique après la fin du siècle américain).

Patrick Lawrence est abordable sur Twitter sur @thefloutist ainsi que sur son site web: Patrick Lawrence.



Les délégations chargées des négociations dans la salle de conférence de Minsk le 11 février 2015. Le résultat a été Minsk II, dont l'un des objectifs était de mettre fin à la guerre dans le Donbass. (photo: www.kremlin.ru)

«La crise ukrainienne s'est révélée être le creuset de l'Europe – et l'Europe l'a affronté de manière profondément décevante. Pour nous tous – même pas pour les Européens seulement – il y avait tout à gagner si les dirigeants du continent avaient trouvé le courage de se mobiliser et d'agir de leur propre chef et dans l'intérêt de leurs concitoyens.»

On a raconté beaucoup de choses au sujet de la «nouvelle guerre froide» depuis que les Etats-Unis ont encouragé le coup d'Etat de février 2014 en Ukraine et que ce dernier pays s'est tragiquement déchiré au point de se retourner contre lui-même. Nous sommes quelques-uns à avoir longuement débattu, dans cette publication et ailleurs, de cette réalité émergente. Après l'annonce par la Finlande et la Suède de leur intention de rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, la «Seconde Guerre froide» n'est plus seulement une formule de circonstance pour les chroniqueurs et les commentateurs qui pontifient sur les tabourets de bar. L'adhésion de ces nations nordiques à l'outil numéro un, utilisé par Washington pour étendre son influence, est désormais acquise et sera finalisée dans les plus brefs délais. Cela consolidera le mur que Washington et ses affiliés européens persistent à édifier pour diviser le monde de manière encore plus perverse et destructrice qu'il ne l'a été pendant les quelque quarante années qu'a duré la Première guerre froide.

On ne saurait trop insister sur la portée qu'aura cette évolution – pour les Finlandais, les Suédois et les Russes, certes – mais aussi pour tous les Européens et, à plus long terme, pour tous les habitants de cette planète, qu'ils soient vivants ou encore à naître.

Qui se souvient encore du fameux texte de Kipling?

«L'Est est l'Est, et l'Ouest est l'Ouest, et jamais ils ne se rencontreront, jusqu'à ce qu'enfin la Terre et le Ciel se tiennent devant le Trône du Jugement dernier.»

En 1889, à l'apogée de l'Empire britannique, Kipling publia «La Ballade de l'Est et de l'Ouest», où il se désolait de la fracture existant entre les puissances impériales et leurs sujets. Son plus profond regret concernait toute l'humanité perdue, dissimulée par la démarcation persistante mais artificielle que les humains avaient tracée sur terre, il y a longtemps, pour distinguer l'Ouest du reste du monde.

Si le Jugement dernier ne semble pas encore être pour demain, nous risquons de connaître de nombreuses saisons de regrets alors même que Washington élabore l'infrastructure qui définira la Seconde Guerre froide. L'adhésion des Finlandais et des Suédois à l'OTAN semble annoncer un dispositif

plus durable que le rideau de fer ou, à l'autre bout du monde, après 1949, de son équivalent, le Rideau de bambou. Dans le mur qui s'annonce, il n'y aura que peu de portes et de fenêtres – conformément aux concepts qui semblent régir la politique de Washington. Il sera difficile de voir au travers, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur.

Seconde guerre froide

Voici maintenant ce qu'il en est de ce projet profondément mal conçu. Les populations des post-démocraties occidentales vont devoir payer un prix bien plus élevé – par rapport à ceux que ce même mur est supposé rejeter à la solitude – et ce, rien que pour avoir laissé leurs dirigeants ériger cette imposante muraille de la seconde guerre froide. Les Occidentaux vont devoir payer ce prix par l'ignorance, l'aveuglement et l'isolement du reste de la majorité mondiale. Si vous proposez de marginaliser les autres – mais la grande majorité de l'humanité ne veut ni d'une marginalisation ni d'un monde cloisonné – vous êtes probablement fourvoyés: Celui qui veut exclure les autres se retrouvera lui-même exclu.

Il faut reconnaître que c'est une véritable pirouette, passer du fameux «Mr Gorbatchev, faites tomber ce mur!» à l'édification expresse d'un autre mur – aussi vite que l'on peut poser les pierres. Nous savons à présent ce que le Président Joe Biden entend par sa devise «Reconstruire, mais en mieux».*

Depuis l'invasion russe en Ukraine le 24 février, nous avons pu voir nombre de gens parfaitement innocents – chefs d'orchestre, athlètes, professeurs, artistes, écrivains – perdre leur emploi ou être censurés pour avoir refusé de dénoncer publiquement l'intervention russe ou, dans certains cas, simplement parce qu'ils étaient russes. Cela me rappelle un passage du Nouveau Testament, Matthieu 15:11 qui se résume ainsi: «Celui qui veut en souiller un autre ne souille que lui-même.»

Sanctions

Le total des sanctions que Washington et ses «alliés et partenaires» ont imposées à la Russie et aux Russes dépassent désormais les 6000. Les résultats obtenus jusqu'à présent suggèrent fortement qu'elles ne fonctionnent pas – un constat que les divers

«La carte vous apprendra également beaucoup sur la raison pour laquelle la Russie a décidé d'intervenir en Ukraine il y a trois mois (et pourquoi l'auteur de ces colonnes considère toujours cette entreprise déplorable mais nécessaire). Comme l'indique la carte, enfin, l'adhésion de la Finlande consolidera la présence de l'OTAN sur le flanc nord-ouest de la Russie. Quant à l'adhésion de la Suède, elle transformera la mer Baltique en une espèce de bassin maritime à l'OTAN.»

groupes politiques semblent progressivement admettre. La semaine dernière, la Grande-Bretagne a annoncé qu'elle prenait des sanctions contre l'ex-femme de Vladimir Poutine, de même contre une ancienne sportive réputée être la petite amie du président russe et ainsi que contre trois des cousins de ce dernier. Les autorités occidentales en sont désormais réduites à donner la chasse aux yachts des oligarques Russes tout autour de la Méditerranée. Peut-on se ridiculiser davantage?

Mais, si consternant que cela ait été jusqu'à présent, tout cela se volatiliserait le moment venu. Les salles de concert occidentales accueilleraient de nouveau des concerts de Rachmaninov et de Chostakovitch; les universités réintégreront «Guerre et Paix» du Tolstoï dans leurs cours.

Cependant, d'un tout autre ordre sont les décisions de la Finlande et de la Suède de rejoindre les rangs de l'OTAN: une fois rejoints les rangs de l'Alliance militaire, les deux nouveaux alliés ne disparaîtront plus. Nous assistons actuellement à une restructuration historiquement significative et durable de l'ordre mondial, tel qu'il est, et ce en temps réel. Une bonne carte géographique illustre assez bien l'ampleur de ce qui est en passe de se produire. Depuis la disparition de l'Union soviétique, Washington cherche à approcher l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, mais jusqu'à présent, parmi les nations situées en première ligne elle n'avait pu recruter que les trois petits Etats baltes – l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Pas plus qu'elle n'a réussi à convertir la Géorgie en 2008, elle n'a pu, l'année passée, faire adopter une autre de ses révolutions de couleur au Belarus et, en l'état actuel des choses, l'adhésion de l'Ukraine semble être une cause perdue.

La carte vous apprendra également beaucoup sur la raison pour laquelle la Russie a décidé d'intervenir en Ukraine il y a trois mois (et pourquoi l'auteur de ces colonnes considère toujours cette entreprise déplorable mais nécessaire). Comme l'indique la carte, enfin, l'adhésion de la Finlande consolidera la présence de l'OTAN sur le flanc nord-ouest de la Russie. Quant à l'adhésion de la Suède, elle transformera la mer Baltique en une espèce de bassin maritime à l'OTAN.

Il ne s'agit là que du tableau stratégique, il est vrai, mais celui-ci nous présente tout simplement le cadre du monde dans lequel nous sommes condamnés à vivre pour – selon les meilleures estimations actuelles – des décennies à venir, voire des générations. Tous ceux qui ont vécu la période de la Première guerre froide partageront avec moi une profonde inquiétude, une tristesse frôlant des fois la dépression. L'une des pires conséquences de la Première guerre froide a été le rétrécissement de la conscience américaine, au point que la plupart de nos concitoyens sont désormais incapables de gérer une quelconque complexité de vues. Tout y était binaire, manichéen, – «les bons et les méchants» – comme bien des commentateurs (et pas seulement Tom Friedman) pensent encore qu'il convient de présenter n'importe quel sujet.

Les Américains ne sont pas parvenus à dépasser l'état d'ignorance exigé par la Première guerre froide dans laquelle la Seconde guerre froide les replongera de nouveau, selon la dichotomie stupide: l'Ukraine: les bons la Russie: les méchants. Pour aggraver la situation, les Européens adhèrent mainte-

«Ethno-pluralisme» – le nouveau racisme célèbre joyeusement son retour, et pas uniquement à l'extrême droite

par Tobias Salander

Est-ce que l'époque où le racisme était banni par des dispositions pénales et mal vu dans le discours public serait une époque révolue? Un coup d'œil sur notre planète nous confirme que l'Europe et les Etats-Unis continuent de porter un regard unilatéral, occidental et généralement raciste sur le monde. Car où sont les voix de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique dans nos médias de masse? Par exemple sur la guerre actuelle en Ukraine? Comme bien d'autres, Kishore Mahbubani de Singapour, l'un des 100 intellectuels les plus importants du moment selon Newsweek, ne se lasse pas de confronter l'Occident à son passé colonialiste et raciste. Mahbubani a d'ailleurs intitulé l'un de ses livres «Can Asians think?» (Les Asiatiques sont-ils capables de penser?), tendant ainsi un miroir (post-)colonialiste à l'Occident. La recherche académique moderne sur le racisme ne cesse de le présenter dans un nouvel emballage: «ethno-pluralisme» est l'un de ces nouveaux termes, le nouveau tuyau, qui ne contient et ne transporte pourtant que le vieux vin du racisme classique maléfaisant fondé sur la couleur de peau et l'origine. Le repérer, c'est le rejeter en bloc.

A première vue, on pourrait confondre «ethno-pluralisme» et pensée multiculturelle. Mais c'est une erreur. La «Deutsche Bundeszentrale für politische Bildung» (Centrale fédérale allemande pour l'éducation politique), proche du gouvernement, définit le terme «ethno-pluralisme» dans l'usage scolaire comme suit, en le situant clairement du côté de la «nouvelle droite»: «Avec le terme «ethno-pluralisme», la nouvelle droite désigne un concept théorique sensé expliquer le racisme typique de l'extrême droite de manière nouvelle et moins attaquable. Les critiques le qualifient de «racisme sans races». Le mot «ethno-pluralisme», com-

posé du grec «ethnos» (peuple) et du latin «pluralis» (pluralité), véhicule l'idée de «diversité des peuples». Le terme serait emprunté à un certain Henning Eichberg, théoricien de la «nouvelle droite». Mais les précurseurs de ce concept se trouveraient déjà à l'époque du Troisième Reich, chez l'antisémite et idéologue du sang et du sol Carl Schmitt. Les ethno-pluralistes parlaient de «caractéristiques» fondamentales et immuables des groupes humains. Ils évitaient toutefois les raisonnements biologistes, comme le faisait le racisme classique: «Au lieu de cela, ils affirment que les peuples possèderaient des identités culturelles immuables» et que le mieux serait que les peuples puissent vivre séparés les uns des autres. Plus un peuple est homogène sur le plan culturel, plus il serait fort. Ils ignoraient totalement l'influence culturelle réciproque qui a toujours déterminé la vie des hommes. Comme le racisme classique, l'ethno-pluralisme excluait en fin de compte les personnes d'autres cultures et fournirait la justification idéologique de la violence à leur encontre.¹

Ce que la Centrale fédérale définit ici et qui, avec Carl Schmitt, se rattache aux périodes les plus sombres de l'histoire allemande, soulève, au vu de la «russophobie» mise en scène par les médias dans le contexte de la crise ukrainienne, la question de savoir si ce nouveau racisme, pour autant qu'il soit vraiment nouveau, n'existe pas également en dehors de la nouvelle droite. Il faudrait toutefois définir ce que l'on entend exactement par «nouvelle droite» et si toutes les personnes s'étant opposées verbalement à des mouvements d'immigration massifs comme celui de 2015 en Allemagne doivent pour cela être soupçonnés de racisme. Il va de soi que l'extrémisme de droite est d'une toute autre nature, négative et violente, et qu'il doit être condamné avec la plus grande fermeté. Qu'il se présente sous l'apparence de néonazis

occidentaux ou de membres ukrainiens du régime Azov n'a aucune importance.

«Changer de cap idéologique» et «sauver la civilisation»?

Si l'on s'intéresse à la nouvelle notion d'«ethno-pluralisme», les médias de masse nous offrent du matériel visuel à foison. Et les exemples dépassent de loin la limitation à la «nouvelle droite». Exemple 1: la «Neue Zürcher Zeitung» du 5 mai ouvre ses pages à Vladislav L. Inosemzew, présenté comme le directeur du Centre d'études post-industrielles de Moscou. L'ancien boursier de la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (Société allemande de politique étrangère) à Berlin, un laboratoire d'idées transatlantique fondé en 1955 en collaboration avec le Council on Foreign Relations et Chatham House, doit accepter qu'on lui demande s'il ne commet pas un délit d'ethno-pluralisme lorsqu'il explique que la lutte actuelle de l'Ukraine et de la Russie n'est «pas une lutte entre l'Europe et l'Asie, mais une lutte entre l'Europe d'aujourd'hui (ou de demain) et l'Europe d'hier». La Russie serait bien un produit de l'Europe, «mais pas de l'Europe réelle d'aujourd'hui, sinon d'une Europe imaginaire du passé», donc le produit d'une culture passée et donc arriérée, qui nous serait étrangère. Avec la Russie, l'Europe serait confrontée aux «abîmes de son passé». Et il ne serait pas certain qu'il soit possible de «changer de cap idéologique et de la sauver sur le plan de la civilisation», «comme autrefois l'Allemagne nazie». Comparer la Russie à l'Allemagne nazie, et ce aux alentours du 9 mai, date à laquelle les Russes commémorent leurs 27 millions de morts, massacrés par la Wehrmacht et les SS d'Hitler! Et pourtant, sur la place Rouge, lors de la célébration de la victoire du 9 mai, le président russe a remercié les soldats des puissances occidentales qui, avec les Russes, ont donné leur

vie contre la barbarie nazie. Une barbarie que l'Occident avait (trop) longtemps acceptée les yeux fermés, politique d'«apaisement» oblige. Et que dirait un véritable «Asiatique» des accusations d'Inosemzew? Kishore Mahbubani par exemple? Ou Pankraj Mishra?

Les Russes ne sont pas des Européens? La vie n'est pas importante pour eux?

Deuxième exemple: que faut-il penser des déclarations d'une Florence Gaub, membre affiliée à l'OTAN du Future Council on Frontier Risks du World Economic Forum? Ne remplit-elle pas elle aussi les conditions de l'ethno-pluralisme lorsqu'elle lâche, lors d'un débat avec Markus Lanz sur la chaîne allemande mainstream ZDF², que «même si les Russes ont l'air européens, ce ne sont pas des Européens»? Les Russes auraient «un autre rapport à la violence [...], un autre rapport à la mort». Les Russes, c'est-à-dire tous ceux qui se considèrent culturellement comme des Russes, contrairement aux Ukrainiens et aux autres Européens! Elle poursuit en faisant appel à des préjugés ancestraux: «La Russie a par ailleurs une espérance de vie relativement faible. Je crois que c'est 70 ans pour les hommes. Euh, alors forcément ... on gère, ma foi, différemment le fait que des gens meurent». On se frotte les yeux: le fait que la Russie ait chuté au niveau d'un pays du tiers-monde dans les années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique, notamment en ce qui concerne l'espérance de vie, «grâce» à une «stratégie de choc» néolibérale (Naomi Klein) orchestrée par l'Occident, ne semble pas digne d'être mentionné par l'ancienne major de l'armée française. Pas plus que l'imbrication séculaire de l'histoire intellectuelle, économique et sociale de l'Europe occidentale et de la Rus-

Suite page 4

«La crise ukrainienne ...»

suite de la page 1

nant, eux aussi, à cette vision simpliste du monde, alors même qu'ils auraient pu tempérer les positions stupides de l'Amérique avec toutes les nuances et la sophistication requises.

Ces derniers temps, nous assistons à la disparition d'un certain style de nation, pour moi, c'est l'une des plus grandes pertes dont nous puissions être témoins. Jusqu'à présent, la Finlande est restée neutre, et ceci non pas seulement en vertu d'un traité. Elle a été l'une de ces rares nations à cheval sur l'Est et l'Ouest, en raison de sa géographie, de sa culture, de ses traditions sociales. On peut le voir, par exemple, dans son architecture et dans la valeur qu'elle accorde à la notion de communauté – des nuances légères, presque asiatiques.

Helsinki représentait les bienfaits de la diplomatie. Les deux parties pouvaient s'y rencontrer, comme elles l'ont fait pour les accords d'Helsinki en 1975 et comme elles l'ont fait pour la rencontre, 15 ans plus tard, entre Georg H. W. Bush et Michail Gorbatchev. L'Ukraine était bien partie pour imiter ce modèle, même divisée comme elle l'est entre l'ouest galicien, tourné vers l'Europe, et l'est russophone, très conscient de sa «russité» par la langue, l'histoire, la culture, les liens familiaux, etc. C'est pourquoi le système fondamentalement fédéral, figé dans les deux accords de Minsk, en septembre 2014 et février 2015, était judicieux et humain – un plan qui aurait pu élever l'Ukraine à quelque chose de plus qu'un Etat en déliquescence, un véritable chaos, bilan que nous devons en tirer aujourd'hui.

Dans le passé déjà, il était difficile à ranger la Suède parmi les Etats effectivement neutres, même si le New York Times persiste à répéter chaque jour cette erreur. Mais quant à ses relations envers l'OTAN, disons qu'elle était agnostique, et cela avait son poids. Le message de la Suède pour le monde était: Nous sommes un pays occidental, mais nous ne prenons aucune part dans les aventures impérialistes de Washington refusant de nous soumettre à sa vision militariste des relations transatlantiques.

«La grande différence entre la Première et la Seconde guerre froide est que les pays non occidentaux sont devenus plus forts qu'auparavant. Les pays qui les constituent sont compétents sur le plan technologique, ils ont leurs propres marchés, leurs propres fonds d'investissement; et un vaste réseau de liens interdépendants est en train de se développer à l'heure même où nous parlons.»

Tout ça a disparu à présent. Les Finlandais m'ont déçu. Je pensais qu'ils appréhendaient mieux la singularité de leur positions intermédiaire entre l'Est et l'Ouest qu'ils ne le font apparemment. Quant à la Suède, cela fait des années que les Suédois dérivent vers la droite par rapport à leurs principes sociaux-démocrates, mais l'adhésion à l'OTAN constituera tout de même un signal de renoncement de leur position indépendante d'antan. Quant au reste de l'Europe, la crise ukrainienne l'a transformée en symbole des espoirs déçus. Nous pouvons oublier le Vieux continent en tant que bloc de puissance indépendante, une attente parmi beaucoup d'autres que j'avais entretenue pendant de nombreuses années. La présente génération de dirigeants européens ne dispose donc d'aucune expérience de l'action autre que celle du parapluie de sécurité américain.

Je dois maintenant reconnaître mon erreur et faire amende honorable. Il y a trois ans, lors du sommet du Groupe des Sept à Biarritz, j'ai prêté une oreille attentive au discours d'Emmanuel Macron quand il a déclaré que le destin de l'Europe était lié à celui de la Russie, pour ensuite qualifier l'état de

l'OTAN de «mort cérébrale», et plaider à plusieurs reprises en faveur de la nécessaire intégration de la Fédération de Russie à l'intérieur d'une sorte de Grande Europe, située à l'extrémité occidentale du bloc eurasiatique.

Je considère désormais Macron comme le vendeur ambulancier le plus criard de l'UE: Beaucoup de mises en scène, de bruyantes professions de foi sur des positions de principe et son insistance à répéter que l'Europe doit cultiver son «autonomie stratégique», mais aucun sérieux de fond. Quel escroc, quel poseur opportuniste. Et qu'est-ce que j'ai été bête!

Le creuset de l'Europe

La crise ukrainienne s'est révélée être le creuset de l'Europe – et l'Europe l'a affronté de manière profondément décevante. Pour nous tous – même pas pour les Européens seulement – il y avait tout à gagner si les dirigeants du continent avaient trouvé le courage de se mobiliser et d'agir de leur propre chef et dans l'intérêt de leurs concitoyens.

Par contre, certaines factions politiques de Washington et des autres capitales occidentales semblent avoir décidé que le moment

«Une fois de plus, les Occidentaux veulent diviser le monde, en construisant ce grand mur épais. Les clans politiques semblent raisonner qu'à défaut de pouvoir continuer à les subjuguier, du moins il faudra les isoler. Il sera intéressant – voire douloureux probablement – d'observer qui se retrouvera isolé alors que certaines forces occidentales se mobilisent, une fois de plus, pour que l'Orient et l'Occident ne se rencontrent pas.»

était venu de se serrer les coudes. C'est dans ce contexte plus large que nous devons considérer les rapprochements de la Finlande et de la Suède avec l'OTAN. Il n'y a plus de place pour la neutralité, ni pour les acrobaties à califourchon sur l'Est et l'Ouest. Selon moi, il faut voir là la tentative à nier la réalité la plus importante de notre siècle, à savoir l'émergence de la parité entre l'Occident et le non-Occident. Tous les jours, nous les entendons dire à quel point il est urgent d'envoyer des armes en Ukraine aussi vite que possible.

Et c'est urgent en effet. Il s'agit d'une manœuvre visant à maintenir la supériorité séculaire de l'Occident – la justification désespérée de quelque chose qui ne se justifie jamais.

La grande différence entre la Première et la Seconde guerre froide est que les pays non occidentaux sont devenus plus forts qu'auparavant. Les pays qui les constituent sont compétents sur le plan technologique, ils ont leurs propres marchés, leurs propres fonds d'investissement; et un vaste réseau de liens interdépendants est en train de se développer à l'heure même où nous parlons.

Ces états, comme le montre déjà la très courte liste des adhérents au régime de sanctions imposé par Washington, ne seront pas entraînés dans la Seconde guerre froide comme cela avait été le cas pour nombre d'entre eux, alors pays en développement, pendant la Première guerre froide – Cuba, l'Iran et le Guatemala surtout, suivis du Viêt Nam, de l'Angola, des autres pays d'Amérique centrale et des pays satellites des Etats-Unis dans l'Extrême-Orient asiatique – le Japon, la Corée du Sud et les Philippines. Pour dire les choses autrement, la parité va de pair avec l'autonomie.

Une fois de plus, les Occidentaux veulent diviser le monde, en construisant ce grand mur épais. Les clans politiques semblent raisonner qu'à défaut de pouvoir continuer à les subjuguier, du moins il faudra les isoler. Il sera intéressant – voire douloureux probablement – d'observer qui se retrouvera isolé alors que certaines forces occidentales se mobilisent, une fois de plus, pour que l'Orient et l'Occident ne se rencontrent pas.

(Traduction Horizons et débats)

«L'Europe doit tirer une fois pour toutes les conséquences qui s'imposent et acquérir davantage d'autonomie»

Interview du journal *Izvestia* avec le Dr. h.c. Hans-Christof von Sponeck

Izvestia: Vous avez fait paraître sous votre signature une lettre ouverte dans laquelle vous demandez au gouvernement allemand de s'abstenir de livraisons d'armes lourdes à Kiev. Selon vous, ce genre de livraisons ne peut qu'aboutir à une nouvelle escalade de la situation en Ukraine. L'Allemagne peut-elle ainsi se retrouver mêlée au conflit?

Hans-Christof von Sponeck: Mais la décision a déjà été prise. Avec le soutien de l'opposition, le gouvernement allemand a décidé de livrer des armes lourdes à l'Ukraine. Nombre de citoyens allemands – et j'en fais partie – ne cautionnent pas cette grave décision. Moi, je vis dans un pays qui me reconnaît le droit d'avoir ma propre opinion. Je suis donc libre de l'exprimer en affirmant que plus il y aura de matériel de guerre en circulation, plus il y aura de morts des deux côtés de cet affrontement disproportionné. Les médias ainsi qu'une partie de la classe politique cherchent à occulter ce constat de manière irresponsable. Il ne faudrait pas confondre cette déclaration avec une quelconque interprétation de l'impact des actions menées par la Russie en Ukraine, au regard du droit international. Remettre cela en question, c'est juste opérer une diversion. Considérer que les livraisons d'armes de l'Allemagne n'ont rien à voir avec une implication directe dans le conflit revient à sous-estimer ceux qui font preuve «d'oser penser par eux-mêmes», pour reprendre la fameuse formule de Kant.

Olaf Scholz: «Être prêts au dialogue et maintenir ouvertes les voies de la discussion»

Le 27 février, Olaf Scholz, chancelier allemand, a prononcé un discours historique au Bundestag au cours duquel il a annoncé le démarrage des livraisons d'armes ainsi qu'une hausse du budget de la défense. Sommes-nous en train d'assister à un tournant dans l'histoire de l'Allemagne moderne, un pays jusqu' alors concentré sur les missions de paix?

Lors de son discours devant le Bundestag, le 27 février 2022, le chancelier allemand a fait part de sa position et de celle de ses partenaires au sein de la coalition quant à l'intervention armée russe en Ukraine. Du point de vue des citoyens, cela aurait dû avoir lieu bien plus tôt. Ce que les opposants politiques ont rapidement dénoncé comme un manque de fermeté de la part du chancelier relève sans doute davantage de la complexité des développements géopolitiques imprévus auxquels le gouvernement allemand s'est trouvé confronté. Quant à l'attitude du chancelier, il serait plus judicieux de parler de circonspection. Il a sans doute parfaitement réalisé qu'au sein même de l'establishment politique allemand, on a trop souvent affaire à des loups travestis en moutons qui sillonnent l'Allemagne en quête de nourriture. Les termes de la déclaration du chancelier selon lequel «son gouvernement fait ce qui est nécessaire pour la sécurité de la paix en Europe» n'a pas jusqu'ici fait l'unanimité parmi les Allemands. Son commentaire impliquait en outre qu'il fallait se montrer ouvert au dialogue et maintenir des voies de discussion avec la Fédération de Russie, un compromis appréciable qu'il va falloir cependant concrétiser à différents niveaux. Cela ne signifie certes pas que l'on sous-estime les répercussions de l'invasion russe en Ukraine, mais replace plutôt cette intervention du chancelier dans le contexte de la *realpolitik*, visant à prévenir de nouvelles catastrophes au travers de contacts et de diplomatie. Cela sert la paix en Europe et renoue avec notre propre histoire allemande. Je suis parfaitement conscient de ce que, pour certains, cette affirmation risque d'être vigoureusement réfutée. Ce qui ne veut en aucun cas dire qu'elle est fautive.

Livraisons d'armes à l'Ukraine – un grave séisme politique

En Allemagne, après la Seconde guerre mondiale, on a assisté à l'émergence d'un puissant mouvement pacifiste, dont les Verts sont devenus le courant majoritaire. Or, Annalena Baerbock [Les Verts, ministre des Affaires étrangères au nouveau gouvernement allemand, en fonction depuis début 2022, n.d.t.] s'engage à présent activement en faveur de la fourniture d'armes lourdes. Pour quelle rai-

son l'Allemagne n'a-t-elle pas pu conserver ses traditions en matière de politique étrangère?

L'Allemagne qui a redémarré après la Seconde Guerre mondiale était très largement pacifiste. En tant que peuple, nous avons tiré les leçons de l'histoire et voulions, par notre appartenance à une communauté de valeurs occidentale, nous engager en faveur d'une Europe unie, du multilatéralisme et de la coopération internationale, particulièrement avec les pays en voie de développement, ainsi que pour une résolution pacifique des crises conformément aux réglementations du droit international fixées par la Charte de l'ONU.

Dans l'ensemble, ces objectifs ont été atteints. Les conférences sur la sécurité à Munich annuelles – j'ai participé à plusieurs d'entre elles en tant qu'observateur – ont toutefois révélé l'implacable pression exercée par les alliés de l'OTAN, année après année, en vue du renforcement de la participation allemande au réarmement de l'Alliance atlantique.

L'Allemagne a essuyé maintes critiques, certains assimilant sa politique à celle des profiteurs. Le déblocage de 100 milliards d'euros destinés à la modernisation de l'armée allemande et le renforcement du budget de la défense pour 2022 ne constituent toutefois pas un tournant de la politique allemande en matière d'affaires étrangères et de sécurité.

Il s'agit plutôt d'une réaction à des années de critiques récurrentes, internes et externes, portant sur l'incapacité de l'armée allemande à se défendre par elle-même ainsi que sur les revendications d'autres pays membres de l'OTAN quant à une implication plus forte de l'Allemagne et une contribution plus élevée.

Pour l'opinion publique allemande, la décision prise ce printemps par le gouvernement Scholz d'autoriser la livraison d'armes à l'Ukraine (contrairement aux promesses électorales) a déclenché un véritable séisme politique. Les gens sont nombreux à s'inquiéter de l'avenir. La Cour constitutionnelle allemande et le Conseil d'éthique allemand ne se sont pas encore prononcées sur la légitimité juridique et morale de la participation allemande à l'armement de l'Ukraine.

Comment caractériseriez-vous la politique étrangère allemande aujourd'hui? Comment jugez-vous de son degré d'indépendance?

Il convient de noter que la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence française est un événement important pour la politique de l'Europe et de l'Allemagne. Après toutes ces années d'échecs de la politique occidentale en matière de sécurité, notamment au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, l'Europe doit enfin tirer les conséquences qui s'imposent et acquérir une plus grande autonomie. A Paris, le gouvernement d'Olaf Scholz dispose toujours d'un partenaire avec lequel il est possible de développer l'europanisation de la politique en matière de relations extérieures et de sécurité.

Les demandes de sanctions contre la Russie ne rencontrent pas l'adhésion de la majorité globale

A l'époque de la guerre en Irak, vous avez condamné la politique de sanctions qui avaient été prises contre ce pays. Quel pourrait être selon vous l'impact des sanctions en cours contre la Fédération de Russie? Peuvent-elles toujours dire qu'elles vont surtout frapper le citoyen lambda?

Les sanctions et le désaveu des opérations de guerre sont deux choses différentes. L'Assemblée générale de l'ONU s'est prononcée à la majorité contre l'intervention russe en Ukraine. Depuis 1945, le monde a connu pas mal de conflits et il en est las. C'est quelque chose que je comprends parfaitement. Les efforts visant à rassembler une majorité internationale pour soutenir les sanctions contre la Russie ont totalement échoué. Le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, l'Afrique du Sud ainsi que divers petits pays, y compris au Moyen-Orient, se refusent à cautionner les demandes en faveur des sanctions occidentales. Cette pression exercée par les sanctions sur la Fédération de Russie n'émane pas des Nations unies, mais est le fait des gouvernements de Washington et du

Canada, ainsi que de l'UE. Plutôt que de poursuivre le ping-pong des sanctions qui se joue actuellement entre les deux parties jusqu'à l'absurde, et ce avec de graves conséquences pour notre bien-être à tous, il faudrait entamer au plus vite des négociations autour d'une table ronde. On a beaucoup écrit sur la politique de sanctions multilatérales. Les années 1990 se sont transformées en une véritable décennie de sanctions. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est finalement parvenu à la conclusion que «l'outil émoussé» des sanctions de l'ONU n'avait conduit à aucune résolution de conflit. Ceux qui en ont été victimes ne sont jamais ceux que les sanctions visaient au premier chef, mais toujours les «fausses» personnes, les citoyens anonymes, que ce soit en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Iran, en Libye, au Soudan, au Venezuela ou en République populaire de Corée. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU n'ont à aucun moment été en mesure d'imposer des sanctions politiques et économiques offrant une réelle protection aux citoyens. La promesse faite par Staline, Roosevelt et Churchill, en 1945 à Yalta, de préserver ensemble la paix mondiale est passée aux oubliettes. Les intérêts propres des états nationaux ont finalement pris le dessus.

Irak 1998: au lieu de l'aide humanitaire, un «changement de régime» pour Bagdad

En février 2000, vous avez démissionné de votre poste de directeur du programme «Pétrole contre nourriture» pour protester contre les sanctions de l'ONU ciblant l'Irak. Aujourd'hui, l'UE se prépare à un embargo sur le pétrole russe tandis que les pays de l'UE entreprennent de se passer du gaz provenant de Russie. A votre avis, cette démarche a-t-elle un sens?

En tant que directeur du programme pétrole contre nourriture (le programme humanitaire de l'ONU), j'ai pu mesurer quotidiennement l'impact des sanctions sur l'Irak. Avec le soutien constant des ambassadeurs de Chine, de France et de Russie à Bagdad et à New York, nous avons malgré tout tenté d'aider les Irakiens par le biais d'un programme «humanitaire» totalement et délibérément sous-financé. L'actuel ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, qui à l'époque était ambassadeur de Russie à l'ONU à New York, se souviendra peut-être des salutaires échanges que nous avons eus lors de mes visites à New York concernant les désastreuses conséquences humanitaires en Irak. Pour les gouvernements de Washington et de Londres, il n'était alors question que d'armes de destruction massive qui pourtant n'existaient plus.

A ce sujet, l'ambassadeur américain John Negroponte a témoigné le 7 avril 2004, devant une commission du Sénat américain. Le programme humanitaire était manifestement totalement accessoire.

Comme l'a, en octobre 1998, confirmé le Congrès américain par le biais de la loi dite de libération de l'Irak, il s'agissait en fait d'imposer un «changement de régime» à Bagdad.

Je voudrais ajouter que les sanctions à l'encontre de l'Irak ou d'autres pays n'ont jamais eu donné lieu à une responsabilisation de ceux qui les avaient imposées en provoquant des catastrophes humanitaires localement. Ce sont ces divers éléments de réflexion qui m'ont finalement convaincu que le seul choix qui me restait était de démissionner de mes responsabilités à Bagdad.

L'ONU peut-elle contribuer à la résolution du conflit ukrainien?

Dans l'une de vos interviews, vous avez déclaré que l'orientation pro-occidentale de l'ONU avait jadis conduit à une série d'opérations militaires de grande envergure, lesquelles avaient causé de nombreuses victimes. Comment jugez-vous le travail de l'ONU dans le cadre de la résolution du conflit en Ukraine? Lors des grandes crises des dernières décennies, comme par exemple celles du Moyen-Orient, des Balkans et de l'Asie du Sud, l'ONU politique, le Conseil de sécurité, a régulièrement fait la démonstration de son incapacité à faciliter la résolution des conflits dans le respect des dispositions de son mandat. C'est un jugement sévère, mais que l'on peut justifier dans le détail. Il est évident que cela vaut également



Hans-Christof von Sponeck (photo mad)

Hans von Sponeck a travaillé à l'ONU pendant 32 ans. Au cours de cette période, il travailla à New York, au Ghana, au Pakistan, au Botswana, en Inde et fut directeur du bureau européen du PNUD à Genève. De 1998 à 2000, dans ses fonctions de coordinateur et d'assistant du secrétaire général des Nations unies, il a été responsable du programme humanitaire «Pétrole contre nourriture» en Irak. En février 2000, il démissionna en protestation contre la politique de sanctions à l'encontre de l'Irak. Hans von Sponeck reçut plusieurs prix, dont le Prix de la paix de Coventry, décerné de l'Eglise anglicane d'Angleterre, le Prix du pacificateur des Médecins pour la responsabilité sociale (Washington) et le Prix de la paix de la ville de Brême. Actuellement il travaille, ensemble avec Richard Falk, à la publication d'un livre sur la réforme de l'ONU qui sera publié en 2022.

pour la situation actuelle en Ukraine. Les réticences du secrétaire général Antonio Guterres à s'engager en faveur de la désescalade, et donc pas uniquement sur le plan rhétorique, ont été perçues avec incompréhension dans le monde entier. De sa part on se serait attendu à ce qu'il joue son rôle et fasse activement la navette entre les deux parties belligérantes, engageant ainsi totalement l'autorité morale impartie au secrétaire général de l'ONU. Plus de 300 anciens hauts fonctionnaires de l'ONU se sont mobilisés le 18 avril pour lui demander de respecter ses engagements. Peu après, le secrétaire général s'est rendu à Moscou et à Kiev. Résultat: l'ONU a été autorisée, en collaboration avec le CICR, à mettre en place des corridors humanitaires pour aider les gens à quitter Marioupol, ce qui a été un véritable succès. Guterres doit réaliser que tout cela aurait dû être fait plus tôt et qu'il faut en retirer une leçon: il faut désormais poursuivre sans relâche ce genre d'efforts avec les deux parties en présence. Il faudrait également renforcer prioritairement l'aide humanitaire de l'ONU à l'Ukraine.

«Pas d'autre alternative que la paix»

On entend actuellement de plus en plus de discours sur les risques encourus en cas de conflit nucléaire. Que pourraient et que peuvent faire les pays occidentaux pour éviter de plonger le monde dans la troisième guerre mondiale?

Il est impératif d'élaborer en priorité un nouveau concept de sécurité européen. Le secrétaire général Guterres, en tant que médiateur et créateur de passerelles entre les parties en conflit, doit endosser ce rôle et exposer au Conseil de sécurité l'urgence de convoquer une conférence internationale sur la sécurité de l'Europe avant la fin de l'année. Banaliser l'éventualité d'un conflit nucléaire serait irresponsable.

Je désirerais également ajouter un dernier commentaire pour terminer. Le 8 mai est en Allemagne un jour de commémoration, un jour de libération tandis que pour la Russie, le 9 mai est le jour qui marque la fin de la Grande Guerre patriotique. J'étais très jeune lorsque j'ai dû vivre la fin de cette terrible guerre et je ne l'ai pas oubliée. Je tends la main à mes contemporains en Russie et en Ukraine dans l'espoir qu'ensemble, nous puissions dire aux nouvelles générations de nos pays: faites mieux que ce que nous avons fait. Il n'y a pas d'autre alternative que la paix. •

Source: interview publiée par le journal russe «Izvestia», le 11/05/2022, dans une traduction russe (<https://iz.ru/1331166/mariia-vaseliva/nado-srochno-vyrobotat-novuiu-kontseptciiu-evropeiskoi-bezopasnosti>)

(Traduction *Horizons et débats*).

«Ethno-pluralisme» – le nouveau ...»

suite de la page 2

sie. Faut-il y voir l'illustration d'une approche classique de l'ethno-pluralisme? Ou comprendre qu'il est question de «sous-hommes slaves»? De «hordes des steppes asiatiques» peut-être, pour qui la vie a moins de valeur que pour nous? L'expression «sous-homme slave» n'a pas été prononcée, car l'invitée de ZDF a finalement ajouté que si les Russes paraissent seulement européens sans l'être vraiment, elle entendait cela d'un point de vue «culturel». Ce faisant, elle confirme largement la définition du nouveau racisme donnée par la Centrale fédérale. De plus, les déclarations de Gaub correspondent à la déshumanisation de l'adversaire voulue par la propagande de guerre.

Documents de
Yad Vaschem piétinés

Troisième exemple: sur le site web de *Yad Vaschem*, le mémorial israélien de la Shoah (Holocauste) et son centre de référence mondial, on trouve des fiches descriptives sur d'innombrables racistes d'obédience antisémite. On y trouve notamment le texte suivant sous le mot-clé «*Stepan Bandera*»: «Bandera, Stepan (1909–1959), leader nationaliste ukrainien. Bandera a rejoint l'*Organisation des nationalistes ukrainiens* (OUN) et est rapidement devenu un dirigeant de l'organisation en Ukraine occidentale, alors sous domination polonaise. Au début des années 1930, Bandera a pris le contrôle de l'OUN, qui encourageait au soulèvement armé pour la cause de l'indépendance ukrainienne. Lorsque le ministre polonais de l'Intérieur fut assassiné en 1936, Bandera fut arrêté et condamné à la prison à vie. Mais lorsque les Allemands envahirent la Pologne en septembre 1939, il a été libéré par les Soviétiques [probablement à la suite du pacte *Hitler-Staline*, ts.] et s'est installé dans la Pologne occupée par les Allemands. Lors de la conférence nationale de l'OUN en 1940, Bandera a provoqué une rupture au sein de l'organisation; ses partisans, la majorité du groupe, voulaient un soulèvement armé. Avant l'invasion de l'Union soviétique par les Allemands en juin 1941, Bandera a aidé les nazis à mettre sur pied deux bataillons de reconnaissance ukrainiens dans leur armée. Il a en outre organisé des unités qui accompagnaient les troupes allemandes en Ukraine afin de former le gouvernement et la police sur place. Bandera et ses compères considéraient les Soviétiques et les Juifs comme leurs principaux ennemis. Après l'invasion allemande de l'Union sovié-

ts. Le 2 avril 2022, les deux «activistes européens et publicistes» *Vincent-Immanuel Herr* et *Martin Speer* l'affirment, dans une tribune publiée par la «*Neue Zürcher Zeitung*» et intitulée «Après la guerre d'agression: la naissance de l'Europe géopolitique»: l'attaque du 24 février contre l'Ukraine marque la fin de l'ancien ordre européen qui était plus ou moins en vigueur depuis 1950. Donc, selon ces auteurs, l'UE doit désormais se transformer en une «superpuissance des valeurs» capable de se défendre par elle-même. Dans leur contribution, ils développent leurs idées dans deux domaines majeurs. Il s'agit des «questions de politique militaire et de sécurité» et du développement d'un «sentiment d'appartenance européenne».

Questions militaires et
questions de politique de sécurité

Pour renforcer la politique militaire et de sécurité, il est nécessaire de «centraliser et d'unir» davantage la politique extérieure, ainsi que celle touchant à la sécurité et la défense européenne. Pour atteindre cet objectif il faudrait opérer un transfert progressif de «la responsabilité nationale» vers un véritable «niveau européen».

Le représentant de l'UE pour les affaires étrangères se transformerait «ministre des Affaires étrangères de l'UE avec des compétences élargies». Un nouveau «conseil des affaires étrangères et de la sécurité de l'UE» – qui ne serait pas basé de façon explicite «sur le principe de décisions prises

tiques, les suiveurs de Bandera ont proclamé l'établissement d'un gouvernement ukrainien indépendant à Lvov le 30 juin 1941. Les Allemands y étant fermement opposés, ils déportèrent Bandera à Sachsenhausen, où il resta en contact avec ses camarades et fut finalement libéré en septembre 1944. Bandera dirigea l'OUN jusqu'à son assassinat en 1959.»³

Cet antisémite, haineux envers les citoyens soviétiques, devrait aujourd'hui être persona non grata, toute autre attitude serait une insulte envers les 6 millions de Juifs assassinés par les nazis lors de la Shoah et les 27 millions de citoyens soviétiques également assassinés par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais il n'en est rien: dans un article du «*Neue Zürcher Zeitung* am Sonntag» du 15 mai 2022, consacré à l'ambassadeur ukrainien en Allemagne, *Andrei Melnik*, on lit: «Pour Melnik, le chef des partisans ukrainiens et collaborateur nazi, Stepan Bandera, est lui aussi un

à l'unanimité» – devrait en définir la «stratégie et l'orientation».

Toujours selon le concept exposé par les deux auteurs ci-dessus, il faudrait que l'Europe dote d'une «force armée européenne autonome», répartie entre armée de terre, armée de l'air et forces navales ainsi que d'un cybercommandement intégré. Il faudrait également envisager de «faire évoluer l'armement nucléaire français vers un écran atomique européen autonome».

La création d'un «service secret européen commun» compléterait cette panoplie du centralisme exacerbé de la «nouvelle» Europe.

Créer un «sentiment
d'appartenance européenne»

Afin de promouvoir un «sentiment d'appartenance européen», les auteurs proposent d'introduire «l'anglais comme langue officielle supplémentaire dans tous les Etats de l'UE»: en conséquence, par exemple, les formulaires dans les administrations ou les panneaux de trafic seraient automatiquement bilingues, incluant une version en anglais et l'autre en langue locale et ce, sur l'ensemble du territoire européen.

Dans le domaine des médias, les auteurs prévoient la création d'une plateforme européenne qui mette à disposition les informations et leurs contenus au travers d'organismes nationaux de radiodiffusion de toutes les régions de l'UE, en ligne et hors ligne, dans

«héros». Il lui a même rendu hommage en déposant des fleurs sur sa tombe». Et avec une franchise étonnante, le chroniqueur de la NZZ avoue ensuite: «Dans le débat public, cette critique contre Melnik ne joue toutefois presque aucun rôle». Et pourquoi pas? Pour la même raison que les qualités artistiques ne sont plus demandées au Concours Eurovision de la chanson? Et que l'on peut faire le salut hitlérien sans commentaire et en toute impunité? Tout cela parce que les Ukrainiens font «partie de notre culture», à la différence des Russes? Donc là aussi un racisme déguisé tant bien que mal en ethno-pluralisme? Sommes-nous revenus au point où l'on peut haïr des groupes ethniques parce que ce sont des groupes ethniques? A qui l'on peut également retirer la propriété parce que ce sont des groupes ethniques ostracisés? Le droit de propriété, qui est un bien précieux dans une démocratie, sera-t-il aussi bientôt rayé et supprimé lorsqu'il s'agit d'autres

différentes langues, plateforme qui soutiendrait ainsi «la formation d'une opinion publique européenne». Cette plateforme médiatique pourrait progressivement être transformée en «chaîne d'information mondiale, en s'inspirant de BBC ou de CNN» et développer ainsi un «rayonnement mondial».

Afin de promouvoir la cohésion culturelle commune, il faudrait instaurer un «service civil ou militaire européen obligatoire pour tous les jeunes de tous les pays», lequel pourrait être effectué non seulement dans le pays d'origine, mais également dans n'importe quel état membre de l'UE.

«La naissance de l'Europe géopolitique»

En 2018, les deux activistes européens ont reçu le *Prix Jean Monnet pour l'intégration européenne*. Ils affirment que le nouveau chapitre de l'unification européenne, si l'on se réfère à leurs propositions, pourra transformer l'UE en «superpuissance fondée sur des valeurs communes, géopolitiquement cohérente, responsable et capable de se défendre par elle-même, une grande famille dans laquelle d'autres pays européens pourraient également être à même de s'épanouir».

Le monde a-t-il en véritablement besoin d'une nouvelle «superpuissance des valeurs»? Quels seraient les états susceptibles de s'y épanouir à l'avenir? Et dans cet univers renouvelé, quelle pourrait bien être la place de, disons ... la Suisse ...? •

personnes impopulaires? De Chinois, par exemple? Ou même de dissidents politiques? Les nazis appelaient cela «Sippenhaft» (responsabilité du clan), sans vouloir cacher cette pratique ouvertement raciste.

Le modèle suisse
comme prophylaxie du racisme

Que le racisme soit fondé sur la biologie ou l'ethno-pluralisme, qu'il soit le fait d'une «nouvelle droite» ou de transatlantiques farouches, la famille humaine pourrait tout de même être plus avancée dans son développement. Les pays dont la législation comporte des paragraphes antiracistes seraient bien inspirés d'inclure l'ethno-pluralisme dans leur législation, y compris de provenance transatlantique, et de poursuivre les incitateurs à la haine, y compris les médias qui véhiculent de tels contenus.

Mais il serait encore mieux de développer la prophylaxie contre le racisme de toute coloration. Et là, on peut citer en exemple le modèle de la Suisse avec sa structure étatique fédéraliste, qui favorise et garantit une cohabitation pacifique entre des personnes de langues et de cultures différentes. Il suffirait d'avoir la volonté politique de le faire! •

¹ <https://www.bpb.de/themen/rechtsextremismus/dossier-rechtsextremismus/500773/ethnopluralismus/>

² Extrait vidéo avril 2022, émission de Markus Lanz, <https://dahemm.de/thomas-roeper-ueber-seine-reise-in-den-donbass/>

³ https://www.yadvashem.org/odot_pdf/Microsofi%20Word%20-%20205935.pdf

La campagne incendiaire américaine contre les Russes réussira-t-elle pour s'imposer aux Allemands? Et quelles en seront les conséquences en Russie?

ts. Dans les années de l'Après-guerre, le poète allemand marxiste *Bertolt Brecht* a un jour formulé son avertissement contre la possible résurgence de l'esprit national-socialiste dans l'Allemagne de l'Ouest en ces termes: «Fruchtbar ist der Schoss noch, aus dem das kroch» (Le sein où cela a germé est encore fécond). L'agitation anti-russe actuelle en République fédérale d'Allemagne, «made in USA» et au Royaume-Uni, ne s'appuie manifestement pas sur des réflexes anticommunistes et antisoviétiques seules. L'empire impérialiste allemand a déjà cultivé l'attitude générale anti-slave, promue par la «*Alldeutsche Verband*» (Union pan-germanique). Les nationaux-socialistes excellaient dans l'agitation contre les Slaves, qualifiés de «sous-hommes» et de «sujets de race inférieure». *Hitler* avait prévu de construire d'immenses camps de concentration derrière l'Oural pour éliminer des dizaines de millions de Russes. 27 millions ont effectivement été assassinés par la Wehrmacht et les SS – un nombre de victimes qui dépasse toute imagination. A titre de comparaison, les Etats-Unis n'ont perdu «que» 400 000 hommes mobilisés contre le régime national-socialiste, dont peu de civils, contrairement à la Russie. Des voix comme celles de *Florence Gaub*, qui s'empresse de divulguer les slogans de l'OTAN et du WEF, ci-inclus celui de *Inosemzew* aligné sur les Etats-Unis, sont également entendues en Russie. Sur quelles actions ces déclarations déboucheront-elles? L'invasion en l'Union soviétique en 1941 et l'extermination physique réalisées de manière ciblée ont été précédées par des années d'agitation, de mépris et de déshumanisation. Face à cela, une question s'impose: A quoi sert la campagne incendiaire actuelle contre tout ce qui est russe?

Il est bon de se rappeler ce que les Russes – et aussi de nombreux Ukrainiens! – ont dû subir de la part des SS et de la Wehrmacht. *Wikipedia* peut servir de source: «Avant l'attaque contre l'Union soviétique, plusieurs ordres ont été publiés, selon ces derniers la population des territoires conquis était totalement privée de droits. Le «Décret Barbarossa» («*Barbarossa-Erlass*») du 13 mai 1941 en est un exemple: des mesures de représailles collectives contre la population civile étaient autorisées, tout comme l'«*Ordre du commissaire*» («*Kommissarbefehl*») qui prescrivait que les officiers politiques de l'Armée rouge capturés devaient être immédiatement fusillés. Des images de Russes étaient régulièrement exposées dans les salles de cinéma avant le film principal, n.d.t.), le public (bien «instruit» ainsi) les décrivaient de «laid, sous-développés, ... ayant des visages de singes, avec des nez géants, en haillons, sales». Les prisonniers de guerre soviétiques étaient rassemblés dans des camps de regroupement et souvent livrés à la famine. Sur 5,7 millions de prisonniers, 3,3 millions sont morts le plus souvent de faim ou de maladies. La Wehrmacht devait se nourrir des récoltes des terres agricoles du pays et considérait la mort par faim de la population civile, comme son destin inéluctable, notamment du temps du siège de Leningrad (hiver 1942/43). Dans la ville ukrainienne de Khar'kiv, plusieurs centaines de milliers de personnes sont ainsi mortes de faim. Le «Plan général pour l'Est» (*Generalplan Ost*) adopté en 1941, prévoyait l'expulsion de 31 millions d'«allochtones» («*Fremdvölkische*») comme première étape de la germanisation de la Russie. La population slave devait être tenue à l'écart de l'éducation et de l'assistance médi-

cale ne recevant des autorités de l'occupation que de l'alcool, du tabac et des moyens de contraception (afin d'éviter leur reproduction). Ceux qui étaient capable de travailler étaient souvent déportés au «Reich» pour être soumis au travail forcé. Lors de conflits internes, les partisans d'une politique de pillage et de répression comme *Himmler*, *Göring* et *Erich Koch*, le «commissaire du Reich pour l'Ukraine», se sont imposés au sein de l'appareil nazi contre *Alfred Rosenberg* qui, en tant que directeur du ministère du Reich pour les territoires occupés de l'Est, poursuivait désormais l'objectif de faire des territoires conquis des Etats satellites. La terreur nazie a poussé de nombreux Slaves qui avaient tout d'abord salué l'invasion de la Wehrmacht comme une libération du communisme à entrer dans la résistance des partisans communistes ou nationalistes.»¹

A l'époque, les Russes étaient tributaires de leur sang à un taux inimaginable. A plusieurs reprises ces derniers temps, *Poutine* et *Lavrov* ont clairement averti les puissances occidentales qu'ils ne se laisseraient pas envahir une quatrième fois, après Napoléon, l'empereur allemand et Hitler. Aujourd'hui, la Russie se trouve, elle aussi, en possession d'armes nucléaires. *Poutine* a annoncé y recourir en cas de menace existentielle. Et en quoi consiste la réponse de l'Occident? Il mise sur la prolongation de la guerre sous toutes ses formes – pas uniquement la guerre psychologique. Où sont les pacificateurs, vient enquêter *Kishore Mahbubani*, en y incluant bien sûr les femmes? Alors, où sont-ils?

¹ <https://de.wikipedia.org/wiki/Slawenfeindlichkeit>, traduction de l'allemand *Horizons et débats*

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Peter Küpfer

Redaction et administration

Case postale 247, CH-9602 Bazenheid

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.

Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

Rôle de la culture dans l'instauration du dialogue et de la coopération dans les situations post-confliktuelles

Discours prononcé lors de la conférence internationale «Promouvoir un agenda humanitaire post-confliktuel» à Choucha, Azerbaïdjan

par le Prof. Dr. h.c. mult. Hans Köchler



Hans Köchler
(photo hanskoechler.com)

Le professeur de philosophie autrichien Hans Köchler (*1948) a présidé l'Institut de philosophie de l'Université d'Innsbruck de 1990 à 2008. Depuis 1972, il préside l'*International Progress Organization* (Vienne) dont il est le fondateur. Depuis lors, il s'engage au travers de multiples publications, voyages, conférences etc., œuvrant dans diverses organisations internationales pour le dialogue entre les cultures. En même temps, il contribue en tant que membre dans différents comités et groupes d'experts travaillant les questions liées à la démocratie sur le plan international, les droits de l'homme et le développement. Depuis 2018, Hans Köchler enseigne au sein de l'Academy for Cultural Diplomacy à Berlin. Hans Köchler vit à Vienne.

La culture incarne le «monde vécu» (Lebenswelt) d'une communauté, d'un peuple, d'une nation au sens propre du terme. Elle englobe non seulement les domaines de la religion, des arts classiques, de la littérature et de la quête de connaissances scientifiques, mais aussi les traditions populaires et le sport. La culture façonne et exprime aussi bien une identité

collective et individuelle – notamment (non de façon exclusive) dans le domaine de la langue. Dans notre monde global et interconnecté, la culture est devenue un élément de diversité possédant le double potentiel de *diviser* ou d'*unir*, selon les circonstances.

En temps de guerre et de conflit, les adversaires tendent à instrumentaliser les questions d'identité culturelle pour créer des stéréotypes de «l'autre» comme ennemi. Dans cette mentalité, la diversité est perçue comme une menace. Sa propre culture est considérée comme supérieure, le symbole de l'identité nationale, et devient ainsi, dans les cas extrêmes, l'incarnation de l'affirmation du chauvinisme. C'est ainsi que la culture en temps de guerre se prête à une politisation; des artistes, des auteurs, des musiciens ou des sportifs se voient exclus de compétitions internationales en raison du seul fait d'être issu du «mauvais» côté (du mauvais pays). Un tel abus de la culture à des fins mobilisatrices en faveur de la guerre ne pourra pourtant pas s'éloigner davantage de sa vraie nature. Dans la multitude des «mondes de la vie», avec un nombre presque infini des approches diverses, la «culture» est l'expression de la manière dont l'humanité, au cours de l'histoire, a perçu, interprété ou orné la réalité.

Dans les situations post-confliktuelles, c'est précisément cet aspect *universel* de la culture qui est capable de rassembler les êtres humains dans un effort commun. Qu'il s'agisse de l'enthousiasme pour la musique ou l'art, de la quête du savoir ou de la perfection dans un domaine particulier ou du « plaisir de jouer», la culture transcende toutes les frontières – qu'elles soient politiques, géographiques ou mentales – et permet à nous, êtres humains, de découvrir ce qui est humain en nous. Les intérêts culturels partagés peuvent devenir un dénominateur commun

permettant aux êtres humains de surmonter des obstacles qui leur paraissent auparavant insurmontables. Un exemple très encourageant de la «force du dialogue» innée à la culture est l'«Orchestre du Divan occidental-oriental» (*West-Eastern Divan Orchestra*), composé à parts égales de musiciens israéliens et arabes qui a été désigné par les Nations unies comme «UN Global Advocate for Cultural Understanding». Après la brillante prestation de l'Orchestre de chambre de Bakou hier, je voudrais également souligner le grand potentiel de l'Orchestre pancaucasien des jeunes (*Pan-Caucasian Youth Orchestra*). Il est composé de jeunes musiciens talentueux d'Azerbaïdjan, d'Arménie, de Turquie et de Géorgie. D'autres exemples plus courants de la force du dialogue de la culture se rapportent au rôle du sport, comme l'illustre le cas de la diplomatie dite du «ping-pong» entre les Etats-Unis et la Chine en 1971. Ce fut un rapprochement qui a précédé l'instauration de relations diplomatiques entre les deux pays.

Un intérêt réel pour la culture – ou le «monde vécu» – d'autrui et le respect de sa culture sont indispensables pour rétablir la confiance et surmonter les préjugés politiques qui peuvent s'être enracinés pendant de longues périodes de conflit. L'Etat ainsi que la société civile doivent perpétuer dans l'élan d'exploiter les nombreuses possibilités s'offrant dans le domaine de l'art, de la philosophie, de la science, de la culture populaire et du sport.

Les rencontres entre philosophes peuvent également avoir un effet positif. En cette occasion particulière, je voudrais rappeler ici, à Choucha, l'ancienne initiative de *Felsefe Dünyası* («Le monde de la philosophie»), un Centre de recherche est-ouest créé en Azerbaïdjan avec le soutien du Président de l'époque, *Heydar Aliyev*, lui-même ami de la philosophie. La philosophie pose les grandes

questions de l'origine de la vie et de l'essence de l'être. Elle est en effet *universelle*, de dimension transculturelle, ce qui lui permet d'interpeller et d'unir l'humanité entière au-delà des frontières ethniques, culturelles et politiques. Je me souviens des débats animés entre philosophes de toutes les régions du monde organisés par ce centre à Bakou, et j'espère qu'il sera possible de renouer avec cet héritage – notamment dans un scénario post-confliktuel comme celui dont nous discutons ici à Choucha, endroit où les communautés musulmanes et chrétiennes ont cohabité pendant des centaines d'années.

Dans les situations issues d'un conflit majeur, les projets de dialogue interreligieux peuvent également prendre une importance particulière. Pour reprendre les mots de feu *Heydar Aliyev* – et dans «l'esprit de Choucha» – on peut affirmer avec confiance que «de toutes les richesses morales de l'humanité, la religion se distingue par le fait qu'elle a toujours appelé les hommes à l'amitié, à la solidarité et à l'unité, indépendamment de leur appartenance [religieuse]».

Je résume donc: une communauté qui apprécie la diversité culturelle et respecte l'identité culturelle «de l'autre», même celle de son ancien adversaire, ne gagnera pas seulement en prestige international, mais sera également en mesure d'assurer durablement sa position au sein de la communauté des nations. Face à un ordre mondial de plus en plus fragile, le *dialogue des cultures* et des *civilisations* reste l'une des pierres angulaires d'une paix durable – dans son propre pays, dans la région et au niveau mondial.

Source: Conférence internationale «Advancing a Post-conflict Humanitarian Agenda» (Promouvoir un agenda humanitaire post-confliktuel) à Choucha, dans les montagnes du Karabach, en Azerbaïdjan. Transcription du discours prononcé lors de la 1^{ère} session plénière, le 19 mai 2022. (Traduction de l'anglais: *Horizons et débats*)

L'enjeu de la crise ukrainienne nécessite de renouer avec la dimension essentielle de la culture européenne

par Karl-Jürgen Müller

L'affirmation occidentale selon laquelle la Russie aurait attaqué l'Ukraine «sans provocation» n'est pas étayée si l'on y regarde de plus près. Ce sont plutôt le gouvernement américain et l'OTAN qui ont provoqué cette «guerre par procuration» («jusqu'au dernier Ukrainien!») contre la Russie, par une longue planification préalable. La plupart des gouvernements européens s'alignent sur cette guerre. Non seulement ceux des Etats européens membres de l'OTAN et de l'UE, mais aussi ceux d'Etats neutres comme la Suisse, qui ont cédé à la pression massive en bafouant leurs convictions. Aucun des responsables ne veut encore admettre publiquement que cette politique aboutit à une impasse. En effet, il serait bien mieux d'y mettre un terme, le plus rapidement possible, en participant à œuvrer pour une paix juste alors qu'une guerre ensanglantée fait rage en Ukraine depuis plus de huit ans. Il est d'autant plus important d'exiger une voie européenne indépendante – une voie dépassant les contours d'une variante de la politique de puissance. Il s'agit de trouver une issue basée sur ce qui est et doit rester la dimension essentielle et humaine en Europe.

La «Guerre des civilisations»

Dans son article, publié récemment dans les colonnes de *Horizons et débats* (n°11 du 25 mai 2022), *Guy Mettan* a évoqué le fait que la guerre en Ukraine n'avait pas seulement une dimension régionale, mais qu'il s'agissait là d'une «guerre des civilisations.» Selon lui, il s'agit d'une «guerre de l'individualisme et des valeurs abstraites, d'une part, contre une vision plus traditionnelle et humaniste de la société humaine, de l'autre», d'une «attitude dite progressiste» contre une vision du monde «plutôt soucieuse de respecter l'héritage de l'ancien humanisme grec, latin et chrétien».

Le 21 octobre 2021, le président russe Vladimir Poutine avait tenu une conférence importante sur les valeurs fondamentales pour la Russie, conférence dont le contenu a été publié dans cette revue («Le rôle essentiel des fondements basés sur de solides valeurs. Valeurs actuelles dans la Russie d'aujourd'hui et changement radical de ces mêmes valeurs en Occident», *Horizons et débats*, n° 24, du 9 novembre 2021). En lisant ce discours, on était amené au constat suivant: le Président russe n'avait rien dit de spécifiquement russe, mais il avait rappelé les fondements et les valeurs constitutifs à l'ordre des valeurs essentielles à l'Europe. *Henry Kissinger* avait raison à souligner, lors de son intervention au Forum économique mondial (WEF) de Davos cette année, que la Russie avait contribué à façonner le destin européen pendant 400 ans.

2015: «Manifeste pour l'Europe».

Il y a presque sept ans, le congrès annuel du groupe de travail européen «Oui à l'éthique» avait adopté une déclaration finale (publiée dans *Horizons et débats*, n° 24, du 15 septembre 2015) rappelant l'ordre des valeurs européennes. Ce «Manifeste pour l'Europe» exprimait la grande inquiétude des participants internationaux au congrès face à une érosion toujours plus grande de la substance des valeurs européennes. Il y a sept ans, les participants au congrès avaient déjà formulé les avertissements suivants:

«Du côté des Etats-Unis et devenus leurs vassaux, de nombreux gouvernements des pays de l'UE et de l'OTAN violent depuis de nombreuses années le droit international. [...] La guerre contre la Yougoslavie de 1999 fut le mal initial. [...] En 2004, ainsi

qu'en 2013 et 2014, l'UE et les Etats-Unis se sont massivement immiscés dans les affaires intérieures de l'Ukraine et ont ainsi contribué à ce que la guerre fasse rage en plein centre de l'Europe.»

L'héritage culturel de l'Europe

Le congrès a opposé à cela «le patrimoine culturel de l'Europe» rappelant ceci:

«L'histoire de l'Europe a connu des périodes de grandes injustices et de violence. Cependant, elle a su aussi créer avec clairvoyance des situations de progrès et de paix pour les peuples. La tradition de l'humanisme chrétien occidental a fourni une base solide pour l'égalité de droit, l'humanité et la reconnaissance de la dignité de l'homme. A chaque fois que ces principes fondamentaux imprègnent notre histoire, le vivre-ensemble des hommes et des peuples devient plus pacifique, plus juste et plus sécuritaire.» [...]

L'Europe est définie par une grande diversité de cultures et de nations sur un espace relativement restreint, de la Crète au Cap Nord, de Lisbonne à Ekaterinbourg. Au cours de plus de 2500 ans, les habitants de toute l'Europe ont contribué à cette diversité dans tous les domaines et de diverses manières. Concernant la coexistence en paix et en liberté, le développement du droit vers davantage de justice fut d'une importance fondamentale pour l'Europe et le monde. L'Europe a contribué de manière significative à ce qu'aujourd'hui, les droits de l'homme et les principes du droit international public soient garantis dans des accords internationaux (Charte des Nations Unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Pacte international relatif aux

droits économiques, sociaux et culturels) et dans les constitutions nationales.»

Des rapports fondés sur le principe de la confiance mutuelle

L'appel continue par des constats inquiétants et fondés, en retenant, entre autres, ceci:

«La bonne foi doit à nouveau être la base du vivre ensemble et de toute activité politique. Sans ce principe, aucune confiance ne peut s'établir dans les accords conclus au sein des Etats et entre les Etats et la porte devant grande ouverte à l'arbitraire. Des mécanismes de gouvernance («Governance») et des techniques de manipulation de toutes sortes, cherchant à influencer subrepticement les personnes par l'abus de méthodes psychologiques, enlèvent au citoyen toute possibilité de se former sa propre opinion de façon indépendante. Elles blessent ainsi la dignité de la personne et détruisent la base de tout dialogue politique et de l'ordre juridique.»

L'appel urgent insiste sur l'image de l'homme, basée sur les faits anthropologiques sérieusement étudiés, en ces termes:

«Les êtres humains sont capables de reconnaître les orientations fondamentales des activités morales et politiques ainsi que de penser, de sentir et d'agir de manière humaine. Ceci est pour ainsi dire inscrit dans le cœur de l'être humain. Guidées par la raison et la conscience, ces orientations forment et déterminent l'ensemble des règles morales, juridiques et politiques structurant la vie de l'homme et de la société. Elles garantissent la dignité de la personne humaine face aux idéologies éphémères.»

La neutralité est un bien précieux – protégeons-la!

Le droit et la politique suisse de la neutralité ne doivent pas sombrer dans le vacarme belliciste

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Dans les éditions de *Horizons et débats* du 3 et 17 mai 2022, on a fait état que le Conseil fédéral suisse a jeté par-dessus bord, pour ainsi dire du jour au lendemain, la politique de neutralité construite au fil des siècles en décidant de reprendre à l'identique les sanctions de l'UE contre l'Etat russe ainsi que contre des avoirs privés. Le Conseil fédéral a ainsi «provoqué des dégâts de terrain», comme a commenté le conseiller fédéral Ueli Maurer dans une interview accordée à une revue suisse.

Ces «dégâts de terrain» continuent de s'étendre. Entre-temps, il est déjà question d'une «collaboration plus étroite» avec l'OTAN au-delà du *Partenariat pour la paix* (PPP) (demandé par le président du PLR Thierry Burkart, en accord avec la cheffe du Département militaire suisse, Viola Amherd), ainsi que de livraisons d'armes suisses à l'Etat en guerre qu'est l'Ukraine.

Une situation juridique claire

Tout le monde a compris que la Suisse, en tant que pays neutre, ne peut pas vendre directement d'armes à une partie belligérante, du moins dans les pays de l'OTAN. Ces derniers temps cependant, l'Allemagne et le Danemark ont sollicité le Conseil fédéral de leur permettre de livrer du matériel de guerre acheté en Suisse à l'Ukraine. La situation juridique est pourtant évidente: ils n'en ont pas le droit. En effet, d'une part, le droit de la neutralité exige que la Suisse traite la Russie de la même manière que l'Ukraine en cas de demande et, d'autre part, l'action suisse est définie, de façon stricte, par la *Loi fédérale sur le matériel de guerre* (LFMG). La loi n'interdit pas seulement l'exportation directe de matériel militaire vers des pays belligérants, mais la Suisse doit exiger, en cas d'exportation de matériel de guerre, une déclaration du gouvernement concerné affirmant que celui-ci ne sera pas réexporté (LFMG, art. 18, al. 1). Le Danemark et l'Allemagne ont sousigné à de telles déclarations à l'époque. Sur la base du droit suisse, le *Secrétariat d'Etat à l'économie* (Seco) a donc rejeté ces demandes, celle de l'Allemagne en avril et celle du Danemark en mai.

La pression des pays de l'OTAN est une chose ...

Comme l'a révélé la rédaction du «Tages-Anzeiger» dans un «document confidentiel du Conseil fédéral» (1), plusieurs ministres de la Défense se sont réunis à Davos, en présence du secrétaire général de l'OTAN Stoltenberg, pour s'appuyer à la conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe du Département fédéral de la défense (DDPS), de ne pas s'empres- ser à agir trop strictement selon la législation suisse. Même la vice-ministre américaine de la Défense, Kathleen H. Hicks, a fait ses honneurs à M^{me} Amherd.¹ On se demande depuis longtemps pour quelle raison du monde un nombre croissant d'Etats occidentaux nomment des femmes sans aucune expérience militaire comme ministres de la Défense – peut-être que la réponse est liée au fait que, pour les officiers et les chefs d'office des différents pays ainsi que pour les généraux de l'OTAN, il s'est avéré être relativement facile

Le conseiller fédéral Guy Parmelin fait preuve de droiture

mw. Le chef du Département suisse de l'économie, Guy Parmelin, n'est pas responsable du vacillement actuel qui menace la neutralité au sein du gouvernement suisse. Il semble également s'opposer aux sanctions économiques. Un exemple actuel est sa réponse à la question posée par Gerhard Pfister, président du Parti du centre et actuellement très actif dans le démantèlement de l'essence de la démocratie suisse, le 7 juin au Conseil national. La question a porté sur Eurochem, entreprise à Zoug dans laquelle un citoyen russe dispose de parts: «Le Conseil fédéral travaille-t-il à rendre le contournement des sanctions par des membres proches de la famille impossible?» La réponse de Guy Parmelin est autant objectif que nuancée: «L'entreprise Eurochem, établie à Zoug, doit respecter les mesures suisses et s'est engagée à le faire. Ainsi, il lui est interdit de mettre à disposition de M. Andrey Melnichenko des valeurs patrimoniales ou des ressources économiques, que ce soit directement ou indirectement, par exemple par l'intermédiaire de son épouse.» Comme il

se doit, Parmelin fait référence à l'Etat de droit quand il dit: «En Suisse, les membres de la famille d'une personne sanctionnée ne sont pas automatiquement soumis aux mêmes mesures que celles qui visent leurs proches.» A cette même occasion, le conseiller fédéral a le courage de diriger l'attention sur l'auto-goal que l'UE risque de marquer avec leurs sanctions antirusse (partagées par le gouvernement suisse) en disant: «Eurochem est l'un des plus grands producteurs et distributeurs d'engrais au monde. Interdire à cette entreprise de poursuivre ses activités, bien que celles-ci n'enfreignent pas les sanctions suisses, saperait encore davantage l'approvisionnement alimentaire mondial. Ce n'est en aucun cas dans l'intérêt de la Suisse.» Au moins une voix au sommet qui ose défendre les intérêts suisses, ce que l'on ne peut pas dire de tous (et toutes) ses collègues!

Source: Conseil national. Heure des questions du 07/06/2022. Question Pfister Gerhard. No. 22.7352. Guerre en Ukraine. Déviations des sanctions.

de «faire passer», pour utiliser un terme modéré, ses idées à une ancienne avocate et membre du conseil d'administration de *Migros Valais* qui n'a jamais eu la moindre expérience de service dans l'armée suisse.

... l'empressement docil suisse en est une autre.

Les représentants de l'OTAN ont, de toute évidence, eu du succès auprès de la conseillère fédérale Amherd: le 3 juin, de sa propre initiative, le DDPS a donné son feu vert, à une autre demande de l'Allemagne, concernant l'exportation d'anciens chars de combat dont la Suisse «n'avait plus besoin» (n'en avions-nous vraiment plus besoin?) et qu'elle avait donc revendus, au chantier allemand *Rheinmetall*, il y a 11 ans. Dans son communiqué de presse du 3 juin 2022, le département explique que l'autorisation de «transférer du matériel excédentaire provenant de stocks antérieurs ou actuels de l'armée» ne relève pas de la *loi sur le matériel de guerre* et est par là de la seule compétence du DDPS. D'un point de vue purement juridique, cela peut passer peut-être. Le département suisse aura probablement dû se réjouir que *Rheinmetall* ait racheté les chars «excédentaires» avec une réduction de prix (aux détriment des contribuables suisses et de la sécurité de la population), on ne voulait donc pas poser de conditions supplémentaires.

Toujours est-il qu'à la même période, le DDPS a refusé une autre demande dont les parallèles sautent aux yeux. Elle est issue du gouvernement polonais qui souhaitait acheter des chars déclassés de l'armée suisse. Le département suisse a refusé avec l'argument qu'un tel commerce devait être approuvé par le Parlement et que la procédure en Suisse prendrait un certain temps.

Mais le coup de massue absolu est la troisième décision de la cheffe du DDPS et de son entourage: celui de céder à la Grande-Bretagne des armes polyvalentes de type NLAW, commandées chez *Saab* en Suède et qui auraient dû être livrées à la Suisse au cours de 2022/23. Le gouvernement britannique veut augmenter ses propres stocks après avoir livré des armes similaires à l'Ukraine. A la demande de Londres, le DDPS laisse généreusement «la priorité

à la Grande-Bretagne», ce qui aura comme conséquence que nous Suisses attendrons nos livraisons jusqu'à fin 2024. Le DDPS décrit clairement l'utilisation de ces armes par les Ukrainiens dans le Donbass: elles «servent à combattre les chars, les véhicules blindés de combat d'infanterie et d'autres véhicules adverses à moyenne et longue distance, ainsi qu'à ouvrir des brèches dans les positions fortifiées de l'ennemi ou dans les maisons, afin de permettre la pénétration des propres troupes».²

De telles procédures de responsabilité suisse – avalisées par le gouvernement d'un Etat neutre par le droit international! – ont des dimensions à profondément dégoûter et alarmer tout contemporain doté de sens humain. Tout se tourne vers cet innommable affairisme, monté par un Etat qui se trouve au cœur de ce «monde des valeurs occidentales», contre cette circulation d'armes mortelles promettant les plus grands taux de profit – tout savamment arrangé comme sur une planche de jeu Monopoly. Ce procédé passe littéralement sur des cadavres, sur des dizaines de milliers de cadavres! Et c'est là que la Suisse doit s'aligner et participer?

Les conseillers fédéraux ne sont pas tous vacillants

Le *Secrétariat d'Etat à l'économie* (Seco), qui a refusé les demandes de l'Allemagne et du Danemark mentionnées au début, fait partie du *Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche* (DEFOR), dirigé par le conseiller fédéral Guy Parmelin. Celui-ci ne s'est laissé décontenancer ni par l'offensive de charme pratiquée auprès des faiseurs d'opinion du WEF par sa collègue au Conseil fédéral, ni par l'insistance des gouvernements allemand et danois à obtenir une autorisation suisse pour la réexportation de munitions de chars ou de chars de grenadiers à roues. Tout au contraire, il s'est assuré le soutien de ses collègues du Conseil fédéral. Ce que cela signifie est à mesurer si on se rend compte du statement du vice-chancelier allemand Robert Habeck (Les Verts) par lequel il s'est adressé au Conseil fédéral suisse lors du WEF à Davos. Le ministre vert y a dit qu'avant l'attaque russe contre l'Ukraine, le gouvernement

allemand avait exclu, lui aussi, d'exporter des armes vers des pays belligérants. Son parti et lui, dit le Ministre en fonction depuis quelques mois, avaient désormais changé d'avis: «Nous devons mesurer notre propre position à l'aune de la réalité», a déclaré Habeck.³ Il est évident que les cadres du parti des Verts allemands mesurent leurs attitudes envers «la réalité» en l'adaptant, si cela leur convient, au courant dominant.

Le 3 juin, le Conseil fédéral a fait preuve de la fermeté en confirmant les décisions de son administration compétente (Seco), malgré toutes les tentatives de pression en ces termes: «Selon la *loi fédérale sur le matériel de guerre* (LFMG), les exportations de matériel de guerre doivent être refusées si le pays de destination est impliqué dans un conflit armé international. Or la Russie et l'Ukraine sont impliquées dans un tel conflit. Comme les exportations de matériel de guerre de provenance suisse à destination de l'Ukraine ne peuvent être autorisées en raison de l'égalité de traitement découlant du droit de la neutralité et des dispositions de la LFMG, il n'est pas possible de répondre favorablement aux demandes de l'Allemagne et du Danemark en vue de la transmission de matériel de guerre à l'Ukraine.»⁴ Dans la même décision, le Conseil fédéral a toutefois approuvé les demandes de deux entreprises suisses qui souhaitent livrer des pièces détachées et des modules à des entreprises d'armement en Allemagne et en Italie. Selon la pratique du Conseil fédéral, cela est possible jusqu'à une certaine proportion du produit final. Le tout ne s'est donc pas déroulé sans l'influence de la politique de compromis ...

La tentative de démonter nos bases fondamentales soutenue par des lobbies suisses

C'est un secret de Polichinelle: le petit Etat suisse pourra mieux faire face aux prétentions d'une Kathleen H. Hicks des Etats-Unis ou d'un Robert Habeck de notre voisin du nord si notre propre équipe se souvenait que la Suisse a un contre-modèle unique au monde à défendre. Malheureusement, les médias mainstream suisses et certains politiciens de premier plan ne s'acquittent pas du tout de cette tâche. La bonne nouvelle est qu'ils existent pourtant, les femmes et hommes politiques qui insistent sur le respect de l'obligation suisse à être, à rester et à vivre sa neutralité, principe étatique que nous impose le droit. Pourtant le lobby préconisant que la Suisse se plie devant la pression de l'OTAN et de l'UE est bien équipé, comme le montrent ces quelques exemples.

– *Thierry Burkart*, conseiller aux Etats et président du Parti des démocrates radicaux, veut insérer dans la loi sur le matériel de guerre (LFMG) que la réexportation de ce matériel de guerre suisse par des «Etats de droit démocratiques» doit être autorisée. En même temps, le président du parti libéral (qui était une des sources vivantes de la fondation de la Confédération suisse en 1848, ndt.) revendique en même temps la «collaboration plus étroite avec l'OTAN». Cela va très bien ensemble: Par «Etats de droit démocratiques», Burkart entend en effet les Etats de l'UE/OTAN dont son aménagement de la loi suisse, ce qui permettrait de réexpédier des armes suisses dans n'importe quelles guerres issues des Etats-Unis et de leurs satellites.

– Selon *Arthur Rutishauser*, rédacteur en chef de *Tamedia* (une des grandes maisons d'édition des quotidiens suisses ndt.) le deal de la Suisse avec la Grande-Bretagne et l'entreprise Saab est «difficilement conciliable avec ce que l'on entend généralement par neutralité». Il a raison – mais au lieu d'insister sur le respect du principe de neutralité, il défend le fait que les «nations amies» attendent de la Suisse qu'elle se déclare «au moins en partie solidaire de l'Europe». C'est pourquoi Rutishauser sympathise avec la modification de la LFMG proposée par Burkart, même s'il admet: «Bien sûr, une telle réglementation risquerait de contourner la loi suisse sur l'exportation d'armes, mais au moins cela ne serait pas activement piloté par la Suisse, comme dans le cas des armes

«L'enjeu de la crise ukrainienne ...» suite de la page 5

Des voix importantes anticipant la formation d'une Europe indépendante
Au cours des sept dernières années, l'Europe de l'OTAN et de l'UE s'est plus éloignée encore de ces bases. Il est donc très important que des positions trouvent suffisamment d'écho réclamant une voie européenne propre à ces sources, autonome et indépendante de l'hégémonie américaine actuelle qui s'impose sur le domaine culturel aussi. Dans ce contexte, il faut mentionner trois publications récentes, en langue allemande, qui méritent leur lecture: «Ami go home! Eine Neuvermessung der Welt» (une nouvelle conception du monde) de *Stefan Baron*, paru en 2021; «Die scheinheilige Supermacht. Warum wir aus dem Schatten der USA heraustreten müssen» (La superpuissance hypocrite. Pourquoi nous devons sortir de l'ombre des Etats-Unis) de *Michael Lüders*,

paru en 2021; et «Nationale Interessen. Orientierung für deutsche und europäische Politik in Zeiten globaler Umbrüche» (Les intérêts nationaux. Orientations pour la politique allemande et européenne en période de bouleversements mondiaux) de *Klaus von Dohnanyi*, de 2022.

Même dans les médias mainstream, pratiquement tous alignés, le lecteur trouve pourtant, de temps en temps, de précieuses exceptions. Ainsi l'article «In der Ukraine sollte die EU nicht den USA folgen, sondern nach Frieden streben» (En Ukraine, l'UE ne devrait pas suivre les Etats-Unis, mais aspirer à la paix), publié dans le «*Berliner Zeitung*» du 28 mai 2022. L'auteur est *Michael von der Schulenburg*, un ancien diplomate allemand de haut rang auprès de l'OSCE et des Nations unies.

Espérer que le salut puisse reposer dans l'UE est illusoire

La voie vers une Europe indépendante, une Europe consciente de ses racines historiques,

de la substance culturelle, politique et humaine du christianisme, de l'humanisme et des Lumières, ne sera pas facile. Il semble irréaliste de miser sur l'Union européenne actuelle, vu ses concepts et ses structures. Ils sont un produit artificiel, construits sous de fortes influences américaines, d'un degré beaucoup plus fort que celles des différents Etats-nations européens possédant encore des restes de leur identité historique et culturelle. L'UE manque de substance libérale et démocratique, historique et humaine. L'idée qu'elle soit capable de se métamorphoser en un instrument approprié d'autonomie européenne est sans doute illusoire. La nécessité se montre d'autant plus de tout miser sur les citoyennes et citoyens de la totalité des pays européens. Il s'agira de mobiliser l'essence inaltérée de l'Europe qui redevient forte si nous, citoyens européens, avons le courage d'agir dans ce sens, en tout lieu où une possibilité s'offre. Tout dépendra de cela. Tout dépendra de nous. ●

La neutralité perpétuelle s'applique précisément dans les périodes difficiles

Les Autrichiens montrent l'exemple

mw. Le 15 mai 1955, l'Autriche est devenue un Etat souverain grâce au «traité d'Etat concernant le rétablissement d'une Autriche indépendante et démocratique». Le 26 octobre 1955, le Conseil national a adopté la «loi constitutionnelle fédérale sur la neutralité de l'Autriche» (loi sur la neutralité), soumettant ainsi le pays à la *Convention de La Haye* de 1907 (droit à l'invulnérabilité du territoire; obligation de ne soutenir aucun parti, de ne fournir ni de financer aucune armée en cas de guerre).¹ Il serait pourtant erroné de penser que l'Autriche aurait accepté la neutralité perpétuelle selon le modèle suisse uniquement parce que les Alliés l'exigeaient. Au contraire, la population soutenait alors et soutient encore aujourd'hui le principe de neutralité. Le soutien élevé de la population et des hommes politiques envers la neutralité, tous partis confondus, en est la preuve.

Contrairement à la Suisse, l'Autriche est membre de l'UE depuis 1995 et ne peut donc pas se désengager en cas de sanctions économiques de l'Union. En adhérant à l'UE, l'Autriche a en outre accepté de participer à la politique étrangère et de sécurité commune. Mais face à la guerre d'Ukraine, l'Autriche s'en tient au droit de la neutralité et ne fournit pas de matériel de guerre, tout comme l'Irlande neutre.

Seulement 14 % de la population autrichienne sont favorables à une adhésion à l'OTAN!

Alors que la Suède et la Finlande envisagent d'adhérer à l'OTAN, les Autrichiens restent imperturbablement attachés à leur neutralité: dans un sondage réalisé début mai², seulement 14 % des personnes interrogées se sont prononcées en faveur d'une adhésion à l'OTAN, 75 % s'y opposant explicitement. Dans un autre sondage réalisé en mars 2022 sur l'importance de la neutralité, «91 % des personnes interrogées ont indiqué que la neutralité de l'Autriche était importante, même dans le contexte de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En revanche, seuls [...] 6 % ne la trouvaient pas importante».³

83 % des personnes interrogées sont favorables à une plus grande coopération entre les Etats membres de l'UE en matière de politique de sécurité et de défense, mais seulement 37 % souhaitent que l'Autriche participe à une alliance de défense européenne.⁴

On peut conclure de ces résultats d'enquête que la majorité de la population souhaite soutenir le renforcement d'une politique de sécurité européenne autonome, en dehors de l'OTAN, soutenant la coopération, mais pas l'intégration dans une armée UE. La neutralité se préservera ainsi, autant que faire se peut, au sein de l'UE.

«La neutralité est un bien ...»

suite de la page 6

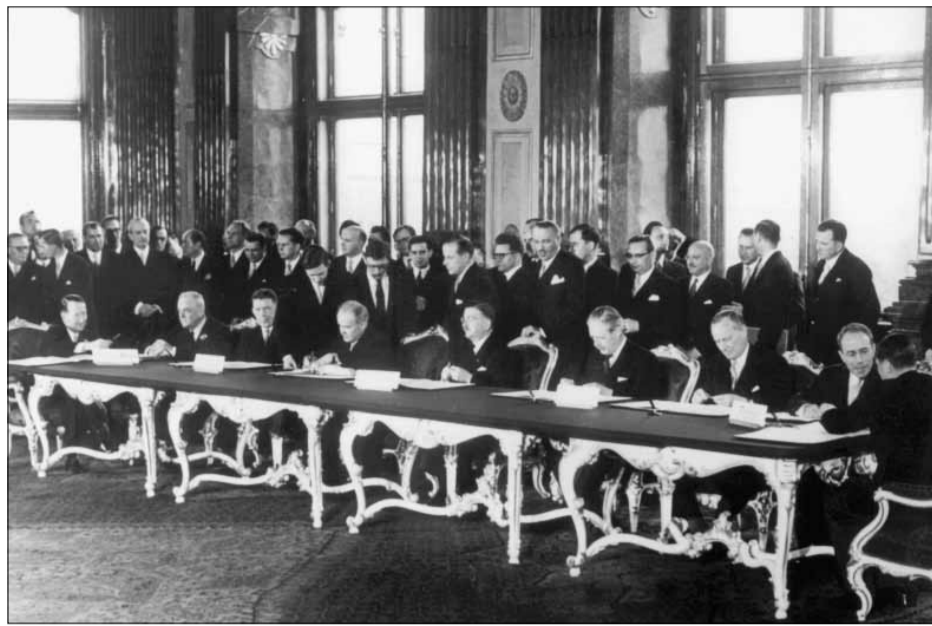
antichars [commandées par Saab]⁵ Que dire face à un marchandage aussi louche!

– *Tiana Moser*, cheffe du groupe parlementaire des Verts libéraux, demande au Conseil fédéral de changer de cap, car d'après elle il ne s'agira finalement pas d'exportations directes d'armes, mais d'armes que la Suisse a déjà vendues à des «démocraties amies»: «Ces armes seraient transmises à un pays qui se défend contre un agresseur».⁶

Certains politiciens membres ou proches du «Parti du centre», et pas les moindres comme l'illustre l'exemple de la conseillère fédérale Viola Amherd (membre), sont particulièrement empressés de grignoter au modèle suisse neutre et de sa démocratie directe – dans l'espoir de gagner quelques pourcents d'électeurs? – Il n'y a pourtant rien d'autre qui se prête à comprendre le fondement de ce que vient de dire *Pirmin Bischof*, conseiller aux Etats (Parti du centre) et président de la commission de politique extérieure de la deuxième Chambre fédérale: «Le Conseil fédéral doit maintenant aller de l'avant et corriger sa pratique». (Nouvelles de la SRF du 01/06/2022)

Comment esquiver le manque de base légale? Au moyen du droit d'urgence!

C'est précisément ce qu'a pratiqué le président du parti du centre *Gerhard Pfister*: il a qualifié le blocage des livraisons d'armes d'«indécent», en tweetant dès le 24 avril «Le CF [Conseil



Signature du traité d'Etat par les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Union soviétique et de l'Autriche le 15 mai 1955. (photo keystone)

Et où en est-on avec la population suisse?

Selon un sondage de «sotomo», paru dans l'hebdomadaire «SonntagsBlick» en avril, 35 % des personnes interrogées seulement ont répondu par l'affirmative à la question suivante: «La Suisse doit-elle coopérer plus étroitement avec l'alliance de défense de l'OTAN?» tandis que 21 % ont répondu par un «plutôt oui». «Collaborer plus étroitement» est pourtant une tournure assez imprécise. Le sondage n'a pas soulevé la question de l'adhésion à l'OTAN – l'administration du «Blick» voulant en tout évidence éviter le non massif auquel il aurait fallu s'attendre. A la question «La Suisse doit-elle livrer des armes à l'Ukraine?», les Suisses ont clairement réaffirmé leur volonté de s'en tenir à la neutralité: 56 % ont répondu carrément non, 10 pour cent par un «plutôt non», ce qui aboutit à la majorité des deux tiers.⁵

Les politiciens autrichiens, tous partis confondus, réaffirment leur volonté de préserver «la neutralité autrichienne inhérente à notre identité nationale».

Alors que les conseillers fédéraux et les parlementaires suisses sont lamentablement divisés sur l'orientation future de leur propre politique de sécurité, les dirigeants politiques autrichiens, tous partis confondus, se prononcent clairement en faveur du maintien de la neutralité.

Après que la Finlande et la Suède aient demandé leur adhésion à l'OTAN, une question d'envergure a été clairement soulevée en public: celle de savoir si pour l'Autriche la neutralité était toujours le meilleur instrument de sécurité.

– Le Chancelier *Karl Nehammer* (ÖVP) affirme que «l'Autriche a été neutre, est neutre et reste

neutre». Concernant l'adhésion à l'OTAN, il ajoute: «Pour l'Autriche, cette question ne se pose pas en ces termes, notre histoire propre est tout autre que celle de la Suède et de la Finlande». (*www.heute.at* du 17/05/2022)

– Le Ministre des Affaires étrangères *Alexander Schallenberg* (ÖVP) déclare que «la neutralité militaire de l'Autriche est ancrée dans notre Constitution» ajoutant que «depuis que nous avons retrouvé notre souveraineté après la guerre, elle est inhérente à notre identité nationale. Vienne sera toujours une capitale du dialogue». Schallenberg explique la spécificité de la neutralité autrichienne en ces termes: «Nous participons à la politique de sécurité européenne, dit-il, mais l'adhésion à l'OTAN n'est pas à l'ordre du jour, et la population autrichienne soutient fermement la neutralité. Dans un monde où les conflits sont devenus plus ouverts sur le plan économique, militaire et intellectuel, la neutralité redevient d'autant plus une valeur précieuse».⁶

– En Autriche, les femmes et hommes politiques du courant des Verts s'opposent, eux aussi, à une adhésion de l'Autriche à l'OTAN, comme l'affirment les prises de position de la Ministre de l'Environnement, *Leonore Gewessler*. D'autres politiciens des Verts, également, insistent sur le fait que l'Autriche demeure un pays neutre, vivant activement sa neutralité, comme l'affirme Gewessler. Certains politiciens verts ajoutent que «l'Autriche devrait s'engager davantage dans d'autres domaines afin de ne pas être considérée comme un profiteur de l'OTAN en matière de politique de sécurité».⁷

adoptée au Conseil national par 27 voix sur 30 du centre, y compris celle de Pfister lui-même.⁷

Même si la mémoire de certains politiciens du centre est apparemment très courte, il y a encore de l'espoir. En effet, selon la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 3 juin 2022, le groupe parlementaire de Pfister «ne suit pas son chef de manière inconditionnelle». De plus, les Verts suisses sont apparemment faits d'un autre bois que leurs collègues allemands: Outre l'UDC, qui s'est toujours engagée pour le respect de la neutralité, le président du parti des Verts, *Balthasar Glättli*, met en garde contre un changement d'orientation en matière d'exportation d'armes: «La pratique actuelle est largement soutenue. Le Conseil fédéral ne doit pas s'en écarter simplement en coulisses, sans demander l'avis du Parlement».⁸ La conseillère nationale zurichoise *Min Li Marti*, membre du PS, a déclaré (le 27 avril 2022) que la livraison de matériel de guerre à des pays belligérants «contrevient à la loi sur le matériel de guerre et au droit de la neutralité». Si l'on voulait remettre en question la neutralité suisse face à la guerre en Ukraine, «il faudrait en discuter fondamentalement, cela ne passe pas par des dispositions d'exception, mais cela concerne le cœur de la neutralité».⁹

Le cercle se ferme, car cela correspond en substance à la déclaration du conseiller national UDC *Franz Grütter* dans l'interview accordée à *Horizons et débats*: «La question de la neutralité est si profondément ancrée dans l'ADN de notre pays que nous devons mener le débat – nous devons le mener! Il se sont passé un tas de choses avec les sanctions qui ont été prises, les

Cela provoque, du côté suisse, une remarque: en Suisse, la notion de «profiteur» est également un terme favori de certains politiciens en matière de sécurité. Comme si le rôle actif joué par l'Autriche et la Suisse en matière de politique étrangère – rôle qu'elles pourraient jouer bien plus activement encore dans notre actualité – avait moins d'importance pour la coexistence pacifique des peuples que des exercices militaires en commun!

– *Herbert Kickl*, président du parti fédéral FPÖ, se prononce également dans ce sens, affirmant: «En tant qu'Etat neutre, l'Autriche a pu jouer un rôle de médiateur dans de nombreux conflits au cours des dernières décennies ou a été le théâtre de négociations». Kickl rappelle l'obligation de la loi imposant la neutralité à l'Autriche en déclarant que «l'adhésion à une alliance militaire est carrément exclue en vertu de la Constitution autrichienne», ajoutant que «cela une bonne chose».⁸

– Et finalement, *Pamela Rendi-Wagner*, présidente du SPÖ, consent elle aussi à cette déclaration en énonçant: «Notre politique de neutralité active, avec un fort engagement international en faveur de la paix, a fait ses preuves. Pour nous, la neutralité ne se discute pas». Lors de sa visite auprès du Chancelier allemand Olaf Scholz, à la mi-mai, Rendi-Wagner s'est prononcée en faveur d'efforts accrus allant dans le sens d'une désescalade de la guerre en Ukraine: «Aussi difficile que se présente la situation, l'Europe doit tout faire pour ramener l'Ukraine et la Russie à la table des négociations». Selon elle, la question de s'enquérir honnêtement comment mettre fin à cette guerre doit être le centre de nos préoccupations.⁹

¹ République autrichienne, Parlement. «Was macht die österreichische Neutralität aus?» Ds. *Fachinfos* du 21/03/2022

² Le sondage a été réalisé par l'Institut für Demoskopie & Datenanalyse (IFDD), sur mandat de l'*Austria Presse Agentur APA*.

³ Mohr, Martin. «Wichtigkeit der Neutralität in Österreich 2022». Ds: *statista* du 14/03/2022

⁴ «Ukraine-Krieg: Österreicherinnen und Österreicher laut Umfrage gegen Nato-Beitritt». *Der Standard* du 06/05/2022 (APA)

⁵ Rafi, Reza. «So denkt die Schweiz über Krieg und Neutralität. Das Volk will aufrüsten». *SonntagsBlick* du 17/04/2022

⁶ «Schallenberg bestätigt erneut Österreichs Neutralität». *News ORF* du 21/05/2022

⁷ «Neutralität – Frage eines NATO-Beitritts stellt sich für die Grünen nicht». Ds.: *Wiener Zeitung Online* du 18/05/2022 (apa)

⁸ «Es braucht auch keine Modifizierung der Neutralität». *Neue Freie Zeitung* du 14/03/2022

efforts pour nous intégrer ou nous rapprocher de l'OTAN et l'adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais je pense que nous aurons plus de chance de contribuer à un bon débat fondé lorsque les tourbillons de poussière seront un peu retombés, lorsque nous pourrons aborder ces sujets avec un peu de distance.»¹⁰

¹ Gafner, Beni; Knellwolf, Thomas. «Geheimpapier zu Kriegsmaterial-Export. Nach Druck aus dem Ausland ermöglicht der Bundesrat Waffenlieferungen». *Tages-Anzeiger* du 03/06/2022

² «Entscheidung zu Material aus früheren und aktuellen Beständen der Armee». *Medienmitteilung des Eidgenössischen Departements für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport* du 03/06/2022

³ Meier, Dominik. «Waffen für die Ukraine. Schweiz blockiert Panzer für Ukraine». *SRF News*, 01/06/2022

⁴ «Ukraine: Bundesrat hat verschiedene Kriegsmaterial-Geschäfte beurteilt». *Communiqué médiatique du Conseil fédérale* du 03/06/2022

⁵ Rutishauser, Arthur. «Leitartikel zum Ukraine-Krieg. Die Schweiz muss ihre Haltung zu Waffenlieferungen ändern». *Sonntagszeitung* du 05/06/2022

⁶ Meier, Dominik. «Waffen für die Ukraine. Schweiz blockiert Panzer für Ukraine». *SRF News* du 01/06/2022

⁷ <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=54661>

⁸ Meier, Dominik. «Waffen für die Ukraine. Schweiz blockiert Panzer für Ukraine». *SRF News* du 01/06/2022

⁹ Pereiro, Miguel. «Ukraine Krieg: Breite Allianz gegen Schweizer Waffenlieferungen». *Nau.ch* du 27/04/2022

¹⁰ «La Suisse doit reconsidérer l'entière portée de sa neutralité. Entretien avec le conseiller national Franz Grütter, président de la Commission de politique extérieure du Conseil national». *Horizons et débats* n° 11 du 24/05/2022

Vivre sous pression – La difficile vie de tous les jours en Syrie

par Karin Leukefeld, Damas/Yabroud

Dans une succursale de la banque commerciale publique syrienne à Qasaa, un quartier de Damas, les clients se pressent. Derrière les hautes tables des guichets, les employés de banque sont assis devant leurs ordinateurs, tapant des noms et des chiffres sur des formulaires, avant d'envoyer les clients vers le guichet suivant. Certains clients attendent patiemment, d'autres se poussent vers l'avant sans trop d'égards. Certains passent d'un guichet à l'autre en cherchant leurs formulaires, jusqu'à ce qu'un employé les prenne en charge et les accompagne au bon guichet. C'est à la banque commerciale où on verse les taxes pour l'électricité ou l'eau, les impôts ou l'assurance pour la voiture. Mais on y retire aussi des pensions ou on y verse des paiements spéciaux aux familles de soldats morts ou blessés au combat. Ce jour-là, la journaliste doit régler les frais de son permis de séjour, renouvelable chaque année. Lorsque l'employée de la banque tient le passeport allemand dans sa main, elle lève les yeux, incrédule: «Qu'est-ce que vous faites ici?», demande-t-elle. «Pourquoi venez-vous d'Allemagne en Syrie, alors que nous, les Syriens, voulons tous aller en Allemagne?!» Ceux qui l'entourent rient et jettent un bref coup d'œil, avant de retourner à leurs propres affaires. Une femme d'âge moyen, le foulard serré autour de la tête, raconte à voix basse qu'elle vient chercher la pension de son père. Elle vient tous les deux mois, le trajet étant devenu trop pénible pour son père. Pendant les années de guerre, la pension a été actualisée plusieurs fois d'après l'inflation. Aujourd'hui, son père reçoit 8 000 livres syriennes par mois, soit presque le double de ce qu'il touchait avant la guerre. A l'époque, sa pension mensuelle correspondait à environ 80 dollars US, aujourd'hui cet argent ne vaut guère plus de 3 dollars US. Tous les deux mois, elle récupère désormais 16 000 livres syriennes, dit la femme en baissant la voix: «C'est juste assez pour un repas».

Endetté et détruit

Depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, la situation économique, alors très stable, n'a cessé de se dégrader. En 2011, le pays n'était pas endetté. Les conséquences de la guerre et les sanctions continues de l'UE et des Etats-Unis contribuèrent à la dissolution du tissu économique et social dans la société syrienne. Le signe en est la disparition d'une classe moyenne stabilisatrice, le commerce au marché noir et l'augmentation de la corruption. Fin 2021, environ 12 millions de personnes, soit 55 pour cent de la société syrienne d'avant-guerre, étaient considérées comme pauvres et dépendaient de l'aide alimentaire, selon les données du *Programme alimentaire mondial* (PAM). Les ressources telles que le pétrole, le gaz ou le coton - disponibles en Syrie - ne pouvaient pas être utilisées par l'ensemble du pays et devaient être achetées sur le marché international. De nombreuses institutions publiques syriennes, dont la banque centrale, sont exclues du marché monétaire international en raison des sanctions occidentales. La Syrie est endettée et ne dispose pratiquement pas de devises étrangères. La monnaie nationale, la lire syrienne (SYP), a perdu de sa valeur. En 2011, le taux de change de la lire syrienne par rapport au dollar américain était de 1 dollar américain = 50 SYP. Aujourd'hui, le taux de change officiel est de 1 dollar US = 3 800 SYP. Officiellement, le taux de change est de 1 dollar US = 2 000 SYP.

Al Souk al Adiq – Le vieux marché

Pendant le mois de jeûne du Ramadan, les marchés ne se remplissent que l'après-midi. C'est alors que les gens se pressent devant les nombreux stands de fruits et légumes, de fromages, de poissons et de sucreries, afin de ramener chez eux quelques produits du vaste choix pour la rupture du jeûne le soir. Le vieux souk, Al Souk al Adiq, c'est ainsi que les Damascènes dénomment leur marché populaire de la rue Al Ammara, situé à l'extrémité nord de la vieille ville. Autrefois, les paysans des environs y venaient avec leurs fruits et légumes, leurs poules, leurs œufs et leur lait, pour offrir toutes les denrées en fraîcheur inaltérée. Lorsque le nouveau mar-

ché en-gros, le Souk al Hal de Zablalani, a été construit à quelques kilomètres vers le sud, les paysans y ont apporté directement leurs marchandises. Aujourd'hui, au nouveau souk al Hal, on y charge également les camions transportant les marchandises vers l'Irak ou jusqu'en Arabie saoudite. Le vieux souk propose de tout: les fraises, les herbes aromatiques variées, les dattes des Emirats arabes unis. On y trouve des kiwis de Tunisie, du gingembre de Chine, des dattes et des grenades de Jordanie. «Elles ne sont pas fraîches, elles sortent du réfrigérateur», s'excuse un vendeur. «Ce n'est pas la saison des grenades en ce moment». Les produits en provenance de l'étranger sont chers et les clients ne les achètent qu'en très petites quantités, explique le vendeur de dattes, dont le chiffre d'affaires a été nettement plus élevé auparavant et surtout pendant le mois de jeûne du Ramadan. Les dattes font partie du rituel de la rupture du jeûne, mais de nombreuses familles y renoncent aujourd'hui à cause des coûts élevés. Sur un stand séparé, on trouve du fromage et des œufs apportés de Sednaya, à une trentaine de kilomètres de là. Autre-



Damas Souk Adiq. Voulez-vous des oranges de la côte? (photo Karin Leukefeld)

fois, une palette de 30 œufs coûtait entre 250 et 300 livres syriennes. Aujourd'hui, le prix de la palette est de 11 000 SYP.

Sur le stand voisin, on trouve des fruits et des légumes qui, à l'exception des pommes de terre égyptiennes, proviennent de Syrie: De gros avocats de la côte, d'où proviennent également les oranges. De l'ail, des pommes de terre, des concombres, des tomates, des oignons, des aubergines, de la salade - tout est empilé et exposé avec art.

Les bonnes tomates du Hauran

C'est ici que vend *Abu Ahmad*, qui n'avait que 15 ans en commençant à travailler au stand de légumes en 2003. Il est en train de trier les tomates molles et moins belles d'un grand panier. Il travaille sept jours sur sept, de 9 heures du matin à 9 heures du soir, raconte-t-il. Son salaire journalier est de 15 000 SYP, mais cela reste insuffisant pour lui, sa femme et ses trois enfants. Et de poursuivre qu'il a également travaillé ici pendant la guerre. En 2009, il avait terminé son service militaire et n'a heureusement pas été réquisitionné pendant la guerre. Les tomates sont très chères, 3 000 SYP le kilo, car elles sont cultivées sous des bâches en plastique près de Baniyas, sur la côte. De là, elles doivent être transportées à Damas, et cela est onéreux: «Le diesel est cher, mais l'engrais qui doit être acheté à l'étranger est également cher», explique *Abu Ahmad*, le père d'*Ahmad*. Ce qui est acheté à l'étranger doit être payé en dollars américains,



Damas Souk Adiq. *Abu Ahmad* a commencé à 15 ans au marché aux légumes. (photo Karin Leukefeld)

ce qui renchérit tout. Les bonnes tomates, celles qui poussent naturellement - pas sous des bâches en plastique - sont disponibles entre mai et décembre et proviennent du Hauran (Deraa). Ce n'est pas très loin de Damas et les tomates qui en proviennent sont non seulement meilleures, mais aussi moins chères. Mais elles ne sont pas toujours disponibles. Quand *Abu Ahmad* a commencé à travailler sur le marché il y a 19 ans, les gens achetaient des caisses de cinq kilos de tomates pour 100 SYP, se souvient-il. Aujourd'hui, ils achètent un quart ou peut-être un demi-kilo de tomates, car c'est trop cher.

Du poisson frais au prix peu accessible

Quelques pas plus loin *Abdul Rahman Afan* est devant son magasin de poissons. Son poisson est frais et bon, vante-t-il. Les poissons proviennent d'élevages de poissons dans le Ghab, un paysage fertile le long de la rivière Orontes dans l'Idlib. D'autres proviennent d'élevages de poissons à Anjar, au Liban voisin. Il vend aussi du poisson de l'Euphrat tandis que le requin, pendu au plafond derrière lui, provient de la Méditerranée, près de Latakia. Le saumon est importé et coûte 50 000 SYP le kilo. Pour beaucoup de gens cela représente le salaire d'un mois. Il se souvient qu'avant la guerre les affaires allaient vraiment bien. Des restaurants et des hôtels faisaient partie de ses clients ainsi que des familles, des gens simples pouvant acheter 3 kilo de poisson pour 100 à 200 SYP, selon la sorte.

Aujourd'hui, un kilo de poisson coûte au moins 18 000 SYP, peu de gens seulement peuvent se le permettre. Les gens achètent les poissons par pièce ou des sardines, plus petites et moins chères, dit *Afan*. «Lorsqu'ils achètent du poisson ils ont besoin d'huile, devenu très, très chère. Et il leur faut encore des pommes de terre dont le prix a aussi augmenté, dit *Abdul Rahman Afan* en haussant les épaules. *Abdul Rahman* a repris le commerce de poissons de son père qui l'a hérité aussi de son propre père. Jamais il n'abandonnerait ce commerce de famille, mais il réfléchit à la vente du magasin situé ici, au Vieux Souk, pour ouvrir trois, peut-être quatre petits magasins à différents endroits. Mais de nos jours, qui pourrait se procurer un milliard de livres syriens pour acheter le magasin?! Le commerce va mal, mais s'il le vend maintenant, il perdra encore plus d'argent.

Du cuir et des cordes

Une des rues et ruelles étroites innombrables conduit dans un corridor silencieux couvert, et se termine devant un mur. A cet endroit se trouvent le marché du cuir et des cordes, le magasin de *Bassam Havary*. Comme la plupart des commerçants du vieux marché il descend également d'une vieille famille de commerçants. Son père vendait des pneus d'autos, des deux-roues, et des chariots. *Bassam Havary* vend des filets en lin et en nylon. On les utilise pour le transport, des décorations ou bien le sport, les buts de football ou le handball aussi. Désignant le hamac suspendu au plafond il affirme que ce n'est plus tellement demandé de nos jours.

Il y a 25 ans quand il a ouvert son magasin, avant la guerre les affaires allaient bien. Même pendant la guerre il a encore fait de bonnes affaires, mais actuellement la situation est mauvaise comme jamais auparavant. Il a monté son affaire dans l'idée que ses fils pourraient la reprendre un jour. Mais ils vivent aujourd'hui à Abu Dhabi, aux Emirats Arabes. «Ici ils ne trouveront plus d'emploi convenable.» Les prix ont tellement



Damas Souk Adiq. A droite *Bassam Havary*. (photo Karin Leukefeld)

augmenté, dit *Havary*. Et il n'y a plus autant de coton syrien comme avant la guerre, le transport étant devenu très cher à cause de la pénurie du diesel et de l'essence. «Pourtant on a assez de pétrole pour subvenir aux besoins de tout le pays! Nous avons du pétrole, du coton, et du blé, et tout cela dans notre pays.» Mais les ressources syriennes ne sont plus toutes à disposition de la Syrie. Les plus grandes surfaces pour cultiver le coton dans la vallée de l'Euphrat se trouvent sous occupation des Etats-Unis et sous contrôle kurde et n'arrivent que partiellement et à prix élevés dans les usines de fabrication de textile à Alep. Là-bas on travaille surtout le coton d'Al Ghab, dans la très fertile vallée de l'Orontes, longtemps sous l'occupation des Islamistes avec le soutien de la Turquie. Actuellement, la plupart du coton traité en Syrie provient - tout comme les cordes en nylon - de Chine. Et il est à payer avec des devises.

Um Issa – la noueuse de filets

Les filets vendus par *Bassam Havary* dans son magasin sont fabriqués à la main, selon la tradition, à Yabroud, lieu situé à 80 km environ de Damas, au nord. C'est *Umm Issa Barakati* la responsable de la production.



Yabroud Umm Issam (photo Karin Leukefeld)

Elle - a appris ce travail de sa mère, à l'âge de six ans. «Devinez mon âge,» dit-elle en souriant. «J'ai 79 ans et je n'ai que quelques problèmes avec mes genoux.» C'est depuis plus de 100 ans que les femmes de sa famille ont acquis une renommée comme noueuses de filets. Elle est convaincue qu'aucune machine ne pourrait faire ce travail aussi méticuleusement comme elle et les autres femmes.

Umm Issa, la mère d'*Issa*, vit avec sa fille et sa famille. Elle raconte avec fierté que sa fille a un magasin et qu'elle lui fait la cuisine, le nettoyage de l'appartement, l'aidant tant qu'elle peut. Et d'ajouter que son fils a également un travail. «Je remercie Dieu du fait que nous vivons bien.»

Sa place de travail, très modeste et simple, se trouve dans la pièce d'accueil de son appartement. Le coton est enroulé sur un bloc de bois. Devant elle, sur une chaise, est fixé un autre bloc sur lequel le filet qu'elle noue avec un outil en bois est enroulé. *Umm Issa* dit que par jour elle noue environ cinq mètres de filet. Pour ce travail, elle touche 2 000 SYP et elle en est satisfaite. Par intermédiaire de *Bassam Havary* (elle l'appelle *Abu Muhanad*, le père de *Muhanad*) *Umm Issa* vient de recevoir une commande d'envergure de l'Arabie saoudite. «Nous devons nouer des rideaux pour des entrées, larges de 1,70 mètre et de 2,25 mètres de hauteur. Nous attendons les cordes, et ensuite nous commencerons le travail.»

(Traduction *Horizons et débats*)